Route d'AIX LES BAINS (RD n° 910)

Emplacement réservé 46

Emplacement réservé 9

35 Places VL

18 Places VL

Aire de retournement

ENTREE MAGASIN

Caddies

Parking
1558.34 m²
51 Places VL

Rue de Madrid

Limite de champs

ARCH²O
ARCHITECTES

EURO-LOGEMENTS **42 AVENUE GANTIN** **74150 RUMILLY**	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT COMMERCIAL ROUTE D'AIX LES BAINS ET RUE DE MADRID 74150 RUMILLY			
	PLAN MASSE RDC	ECHELLE	**1/500°**	**PC 2** **ANNEXE 12**
	DOSSIER DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE	DATE	JUILLET 2026	

Arch2o Architectes d.p.l.g.



	EURO-LOGEMENTS **42 AVENUE GANTIN** **74150 RUMILLY**	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT COMMERCIAL ET D'UN PARC DE STATIONNEMENT ROUTE D'AIX LES BAINS ET RUE DE MADRID 74150 RUMILLY		ARCH²O ARCHITECTES	
		Insertion paysagère	ECHELLE		**Annexe 13**
		DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS	DATE	JUILLET 2026	

Arch2o Architectes d.p.l.g.

COMMUNE
DE RUMILLY

CERTIFICAT D'URBANISME D'OPÉRATION RÉALISABLE PRONONCÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 22/01/2026	
Par :	**IMMODEC SARL** **Représentée par DECHENE Gary**
Demeurant à :	**42 Avenue Gantin 74150 Rumilly**
Pour :	**construction d'un bâtiment commercial (inférieur à 997m²).**
Sur un terrain sis :	**Rue de Madrid Martenex** **74150 Rumilly**
Réf. cadastrale(s) :	**BE-0080**

N° CU0742252600009

Surface de plancher : NC
Nombre de logements : 0
Destination : Commerce

LE MAIRE DE RUMILLY

VU le Code de l'Urbanisme ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du bassin annécien, approuvé le 9 juillet 2025 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi-H) approuvé le 03/02/2020, modifié le 26/09/2022, et le 30/09/2024 ;

VU la délibération n° 2022_DEL_154 du 7 novembre 2022, par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie a prescrit la révision générale n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat et de Plan de Mobilité (PLUi-HM) ;

VU la délibération n°2025_DEL_211 du 15 décembre 2025, par laquelle le conseil communautaire de la Communauté de communes Rumilly Terre de Savoie a tiré le bilan de la concertation sur le projet de PLUi-HM et arrêté le projet de révision générale du PLUi-HM ;

VU la demande de certificat d'urbanisme susvisée indiquant, en application de l'article L 410-1b du code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain situé Rue de Madrid Martenex 74150 Rumilly, et précisant si ce terrain peut être utilisé pour la réalisation d'une opération de construction d'un bâtiment commercial avec une surface de vente réglementaire inférieure à 997m². ;

VU la délibération de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie n°2025_DEL_195 en date du 15 décembre 2025 fixant les tarifs de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) à compter du 1er janvier 2026 ;

VU l'avis de la SNCF en date du 28/01/2026 ;

VU l'avis du CD74, gestionnaire de la route départementale RD 910, en date du 30/01/2026 ;

VU l'avis du Pôle Environnement (service déchets) de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie en date du 30/01/2026 ;

VU l'avis du Pôle Environnement (service eau potable et assainissement) de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie en date du 06/02/2026 ;

VU l'avis réputé favorable du gestionnaire du réseau d'alimentation électrique (ENEDIS) du 20/02/2026

CERTIFIE

Article 1 - Le terrain objet de la demande peut être utilisé pour la réalisation de l'opération envisagée ci-dessus dont l'occupation et l'utilisation du sol est conforme au Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Article 2 - Le terrain est situé en zone 1AUX2, 1AUX4, et dans un secteur soumis à orientation d'aménagement et de programmation (OAP RUMILLY ENTREE SUD et RUMILLY MARTENEX ZAE), du plan local d'urbanisme Intercommunal (PLUi-H) approuvé le 03/02/2020, et modifié le 26/09/2022 et le 30/09/2024. Se reporter au règlement et au plan de zonage du PLUi-H.

Article 3 - Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- Servitude T1 : voies ferrées
- Le terrain est situé en zone de sismicité 4.

Article 4 - Le terrain est grevé des servitudes d'urbanisme :

- Emplacement réservé n° 9 : Voie de desserte zone d'habitat ZAE Martenex Nord avec aire de retournement et cheminement doux.
- Emplacement réservé n° 46 : Continuité du mode doux et traitement paysager des abords de la RD 910

Article 5 - Les taxes suivantes seront assises et liquidées après la délivrance effective ou tacite d'un permis de construire ou d'aménager et en cas de non-opposition à une déclaration préalable :

- ***Taxe d'aménagement*** : taux : **5** % (délibération du 06/11/2014).

- ***Redevance d'Archéologie Préventive*** : taux : **0,71€/m²** pour les déclarations préalables, les permis de construire et les permis d'aménager lorsque les travaux affectent le sous-sol, sauf pour les maisons individuelles édifiées par une personne physique pour elle-même).

Article 6 - Les participations ci-dessous pourront être prescrites par un permis de construire ou en cas de permis tacite ou de non-opposition à une déclaration préalable, par un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non-opposition. En cas de permis d'aménagement, elles peuvent être prescrites, sous la forme de la participation forfaitaire définie par le c) de l'article L 332-12 :

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable
- Participation pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels (article L. 332-8 du Code de l'urbanisme),
- Projet Urbain Partenarial (article L.332-11-3 du code de l'urbanisme),

Participations préalablement instaurées par délibération
- Participation à l'Assainissement Collectif (délibération du 16/12/2013, article L. 332-6-1-2ème a) du code de l'urbanisme).

Article 7 - Mise en révision du document d'urbanisme :

Mise en révision générale n° 1 du PLUi-H prescrite le 07/11/2022. Un sursis à statuer pourra éventuellement être opposé à une demande d'autorisation d'urbanisme dans les conditions prévues par l'article L.424-1 du code de l'Urbanisme

Article 8 - Le terrain soumis au droit de préemption urbain simple et renforcé au bénéfice de la commune de RUMILLY

Article 9 - Les demandes de permis et les déclarations préalables seront soumises aux avis ou accords des services de l'Etat : Etablissement recevant du public (accessibilité et incendie).

Les plans fournit ne peuvent servir de plan opposable pour un futur permis, ils ne valent pas autorisation de construction et ne créer pas de droit

Il est rappelé que, conformément aux dispositions des articles L.122-1 et suivants et R.122-2 du Code de l'environnement, certains projets peuvent être soumis à évaluation environnementale ou à un examen au cas par cas par l'autorité environnementale, en fonction notamment de leur nature, de leur dimension et de leur localisation.

Le présent certificat d'urbanisme n'a pas pour objet de déterminer si l'opération envisagée est soumise à une telle procédure. Cette appréciation sera réalisée, le cas échéant, lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme ou des procédures environnementales applicables.

Article 10 - L'état des équipements publics existants ou prévus est le suivant :

Eau potable :

Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
OUI	OUI	Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie	

Électricité :

Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
oui	nc	ENEDIS	

Assainissement :

Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
OUI	OUI	Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie	

Voirie :

Terrain desservi	Capacité suffisante	Gestionnaire du réseau	Date de desserte
OUI	OUI	Commune de RUMILLY	

Voirie interne à créer par le pétitionnaire.

Article 11 - Observations
Toute construction sur ce terrain devra obligatoirement être branchée aux réseaux publics de distribution d'eau potable et d'assainissement ; ces branchements seront réalisés aux frais de l'intéressé (article R 410-14 - R 11-8 du code de l'urbanisme).

Les prescriptions émises par la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et ENEDIS dans leurs avis susvisés seront strictement respectées (cf. copies jointes).

Les eaux pluviales des bâtiments et surfaces imperméables devront être collectées et dirigées vers un bassin de rétention suffisamment dimensionné puis traité par infiltration dans le sol si la capacité des sols le permet. A défaut un raccordement au réseau public d'eaux pluviales sera possible après débit de fuite (cf annexes sanitaires).
Un dispositif de récupération des eaux pluviales devra être installé en limite du domaine public.

Au titre de la réalisation des équipements propres à l'opération, le constructeur devra exécuter les travaux de branchement aux réseaux publics, selon les directives données par les autorités gestionnaires de la voie et des réseaux (articles R 410-14 - L 332-15 du code de l'urbanisme).

Article 12 - Autorisation d'urbanisme

Préalablement à la demande de permis de construire une demande de création de lotissement peut être nécessaire (article L 442-1 du code de l'urbanisme : constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une ou plusieurs unités foncières contigües ayant pour effet d'en détacher un ou plusieurs lots destinés à être bâtis).
L'article R 421-19 du code de l'urbanisme stipule que les lotissements qui prévoient la création ou l'aménagement de voies, d'espaces ou d'équipements communs internes au lotissement doivent être précédés d'un permis d'aménager.
En l'absence d'équipements communs, une déclaration préalable de division est suffisante.
Les plans fournit ne peuvent servir de plan opposable pour un futur permis, ils ne valent pas autorisation de construction et ne créer pas de droit.

Signé par : SERGE BERNARD-GRANGER
Date : 16/03/2026
Qualité : 2ieme ADJ MAIRIE

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

Le certificat d'urbanisme est exécutoire à compter de sa notification et de sa réception par les services préfectoraux.

VOIES ET DELAIS DE RECOURS : Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois, tandis que le délai d'introduction d'un recours contentieux est deux mois.
En cas de recours introduit par un tiers, l'auteur du recours est tenu d'en informer le ou les demandeurs au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet. Le délai de recours contentieux n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique.

DUREE DE VALIDITE : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par période d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation, deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité, en adressant une demande sur papier libre accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation.

EFFETS DU CERTIFICAT D'URBANISME : Le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.
Le certificat d'urbanisme créé aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

haute savoie le Département

DGA INFRASTRUCTURES ET MOBILITES
Arrondissement des routes départementales d'Annecy
T / 04 50 33 20 71 - PR-ACY-gestionDP@hautesavoie.fr

AVIS DU GESTIONNAIRE DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE SUR LES DEMANDES D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER EN AGGLOMERATION	Avis du 30/01/2026 N° ACY CU 074 225 26 X0009

OBJET : RD 910 - PR 3+494 - S - COMMUNE : RUMILLY

N° de dossier : CU 074 225 26 X0009
Demandeur : SARL IMMODEC
Projet : Construction d'un bâtiment commercial

ANALYSE TECHNIQUE DU PROJET

Sur la base des éléments suivants :

- La demande d'accès formulée dans le cadre du dossier d'urbanisme en objet.
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.111-2, R.111-5 et R.111-6.
- Le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2.
- Le Règlement de Voirie Départemental (RVD) du 05 mai 2020.
- L'arrêté du Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie portant délégation de signature.
- Vu notre avis favorable 18/11/2024 sur la demande CU 074 225 24 A0120.

L'analyse technique met en évidence les éléments ci-après :

- Le plan masse du projet prévoit notamment :
  - la création d'une nouvelle voie de desserte débouchant sur la VC « rue de Madrid ».

1. AVIS DU DEPARTEMENT AU TITRE DE LA CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL

(Compétence exclusive du Département portant sur l'intégrité et la pérennité de la route, de ses abords ainsi que de ses équipements - Article R116-2 du Code de la Voirie Routière)

Au titre de la Conservation du Domaine Public Routier Départemental, les services du Département émettent un AVIS FAVORABLE au projet visé par la demande d'urbanisme en objet.

Cet avis est assorti des prescriptions suivantes :

- Les soutènements provisoires et/ou définitifs devront être dimensionnés par une note de calcul ainsi que par une étude géotechnique.
- La continuité et le dimensionnement du réseau d'eaux pluviales associé au projet devront garantir la pérennité de la route départementale, de ses abords (fossé, accotement ...) ainsi que de ses ouvrages.

2. OBSERVATIONS TECHNIQUES DU DEPARTEMENT AU TITRE DE LA SECURITE DES USAGERS

(Compétence exclusive de la commune en agglomération de par les Pouvoirs de Police du Maire)

Les observations techniques suivantes sont également portées à connaissance du Maire :

- Visibilité au droit du futur accès :
  - Les conditions de visibilité sont satisfaisantes.
- Les conditions actuelles de sécurité et d'environnement au droit du futur accès sont satisfaisantes :
  - La proximité d'un aménagement particulier (giratoire) permettra de fluidifier le trafic.

Observations complémentaires :

- Si à terme, le trafic généré par l'opération visée par la présente demande, était de nature à créer un dysfonctionnement du carrefour ou des équipements routiers existants, la Commune devra mettre en œuvre les mesures qu'elle jugera nécessaire dans le cadre de ses pouvoirs de police pour garantir le bon fonctionnement de la voie ainsi que la sécurité des usagers de la route et des riverains (Art 58 du RVD).
- Le Département attire l'attention du pétitionnaire sur le fait que ses fonds sont assujettis à recevoir des projections de neige lors des opérations de viabilité hivernale.

- Le Département attire l'attention du pétitionnaire sur le fait que sa propriété se situe à proximité d'une infrastructure susceptible de générer des nuisances sonores. Il appartient au pétitionnaire de se prémunir de ses nuisances en prévoyant toutes les mesures en vigueur édictées par le Code de la Construction.

AVERTISSEMENT :
Le présent avis et les observations associées sont exclusivement liées au projet visé en objet.
En outre le présent document n'autorise pas le bénéficiaire à intervenir sur le domaine public routier Départemental, et ne dispense pas ce dernier d'effectuer les démarches administratives préalables à l'autorisation des travaux poursuivis.
Préalablement à tout commencement des travaux inhérents à la présente demande, le bénéficiaire devra adresser au gestionnaire de la route considérée, une demande d'autorisation d'accès accompagnée, le cas échéant, d'une copie de l'autorisation d'urbanisme délivrée par l'administration compétente.

Par délégation,
La Responsable Gestion du Domaine Public
Frédérique BENOIT-JEANNIN

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE 1, avenue d'Albigny | CS 32444 | F-74041 Annecy Cedex | Tél. +33 (0)4 50 33 50 00 hautesavoie.fr

Service Déchets
Pôle Environnement

04.50.01.86.91.
dechets@rumilly-terredesavoie.fr

MAIRIE DE RUMILLY
Monsieur le Maire
Place de l'Hôtel de ville
BP 100
74152 RUMILLY CEDEX

Rumilly, le 30 janvier 2026

Objet : Avis du service Déchets - CU0742252600009 IMMODEC SARL

Nos Réf. : YT/AP/145309
Affaire suivie par Alicia PANNEKOUCKE, Responsable du service

Monsieur le Maire,

Vous nous avez transmis pour avis la copie du certificat d'urbanisme présenté par la SARL IMMODEC pour la construction d'un bâtiment commercial sur la parcelle BE-0080 rue de Madrid Martenex à RUMILLY.

Veuillez trouver ci-après l'avis du service Déchets.

- Déchets : **Avis favorable**

S'agissant d'un local d'activité professionnelle, la Communauté de Communes n'a pas l'obligation de collecter les déchets assimilables aux Ordures Ménagères. Dans tous les cas, les professionnels doivent prévoir un site de gestion des déchets qu'ils produisent et respecter les différentes réglementations en la matière, notamment les **obligations de tri des déchets valorisables**.
Le service public pourra proposer une collecte des déchets assimilés aux ordures ménagères résiduelles (non recyclables), qui fait l'objet d'une facturation auprès des usagers du service, et dans la limite des dispositions prévues au Règlement de collecte pour les déchets assimilables aux déchets ménagers.
Pour une prestation de collecte par le service public, l'ensemble des équipements devra être conforme aux « Prescriptions techniques pour la gestion des déchets ménagers dans le cadre d'opérations immobilières ». Ce document est téléchargeable sur le site internet de la Communauté de Communes, ou pourra être transmis par courriel ou courrier sur demande.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Vice-président délégué à la Prévention et Valorisation des Déchets

Yohann TRANCHANT

Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie | Le Vice-président

Pôle Environnement
Service des Eaux
Horaires d'ouverture au public :
Du lundi au jeudi : de 8h30 à 12h
et de 13h30 à 17h
✆ : 04.50.01.87.08
eau-assainissement@rumilly-terredesavoie.fr

Monsieur Christian DULAC
Maire
MAIRIE
Place de l'Hôtel de ville
BP 100
74152 RUMILLY CEDEX

Rumilly, le 6 février 2026

Objet : Avis Service des Eaux - CUb 074 225 26 0 0009 IMMODEC
Nos Réf. : SD/MR/145455
Affaire suivie par Mathilde ROSSAT, Technicienne service contrôle et appui à l'exploitation

Monsieur le Maire,

Vous nous avez transmis pour avis la copie de la demande de certificat d'urbanisme présentée par IMMODEC sur la parcelle BE 80 pour la construction d'un bâtiment commercial située sur la commune de RUMILLY.

- Eau potable : Avis favorable
La parcelle est réputée raccordée au réseau d'eau potable. Un regard isotherme permettant la mise en place d'un compteur par logement doit être présente en limite de propriété et accessible depuis le domaine public.

Les travaux de raccordement se font à la charge du demandeur. La partie publique du raccordement devra être obligatoirement exécutée par le régisseur intéressé de la Communauté de Communes SAUR, et dans le respect du règlement du service des eaux.

Les travaux de raccordement ne pourront débuter qu'après acceptation de la demande de raccordement par le service des Eaux. Pour toute demande de raccordement, vous devez prendre contact avec le service clientèle par téléphone au 04.50.01.87.08 ou retrouver les informations sur le site internet de la Communauté de Communes.

Le pétitionnaire a l'obligation de prévenir le service des Eaux dès que son installation est raccordée.

.../...

- Eaux usées AC : Avis favorable

La parcelle est raccordable au réseau d'eaux usées. Selon la configuration du terrain et du projet, un poste de relevage pourra être mis en place.

Un regard de branchement à passage direct spécifique devra être positionné en limite de parcelle au plus près du regard de réseau, celui-ci ainsi que les éléments nécessaires au raccordement (réseaux et regards existants) doivent apparaitre sur le plan masse.

Dans le cadre de l'implantation d'activité spécifique ayant des rejets autres que domestiques, le pétitionnaire devra prendre contact avec la Communauté de Communes pour validation du plan d'exécution/projet.

Restant à votre disposition pour tout complément d'information, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de nos sentiments distingués.

Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie
Le Vice-président

Le Vice-président délégué à l'Eau et à l'Assainissement,

Serge DEPLANTE

Le Maire et le pétitionnaire sont informés que le présent avis peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de la Communauté de Communes Rumilly Terre de Savoie et d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
cerfa
N° 13410*13

CU 7422526#0003

AVIS FAVORABLE
ARRETE DU MAIRE
En date du : 16 MARS 2026

Demande de certificat d'urbanisme

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

ⓘ Depuis le 1er janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

C U 0 7 4 2 2 5 2 6 0 0 0 0 9
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

VILLE DE ROMILLY (Haute-Savoie)

Cachet de la mairie

le 2 2/0 1/2 0 2 6

1 Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☐ **a) Certificat d'urbanisme d'information**

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☑ **b) Certificat d'urbanisme opérationnel**

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

2 Identité du ou des demandeurs

ⓘ Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

2.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

2.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

IMMODEC

Raison sociale

IMMODEC

N° SIRET

4 5 1 9 4 1 9 1 8 0 0 0 5 9

Type de société (SA, SCI...)

Société à responsabilité limitée (S

Représentant de la personne morale :

Nom

DECHENE

Prénom

GARY

3 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 42 Voie : AVENUE GANTIN

Lieu-dit :

Localité : Rumilly

Code postal : 7 4 1 5 0 BP : Cedex :

Téléphone : 0 4 5 0 5 2 9 0 1 4 Indicatif pour le pays étranger :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

g.dechene@immodec.fr

☑ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

4.1 Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie : RUE DE MADRID

Lieu-dit : MARTENEX

Localité : Rumilly

Code postal : 7 4 1 5 0

4.2 Références cadastrales[1] :

ⓘ Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références castrales complémentaires :

Préfixe : 0 0 0 Section : B E Numéro : 0 0 8 0 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 9190

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²)[2] : 9190

[1] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[2] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

5 Cadre réservé à l'administration – Mairie

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

5.1 État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐

Eau potable : Oui ☐ Non ☐

Assainissement : Oui ☐ Non ☐

Électricité : Oui ☐ Non ☐

Observations :

5.2 État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements		Par quel service ou concessionnaire ?	Avant le
Voirie	Oui ☐ Non ☐		
Eau potable	Oui ☐ Non ☐		
Assainissement	Oui ☐ Non ☐		
Électricité	Oui ☐ Non ☐		

Observations :

6 Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

À Rumilly

Fait le 21/01/2026

Dossier saisi par voie électronique

Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :
– un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
– deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* ☐.

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact https://www.cnil.fr/fr/plaintes.

* https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929

Note descriptive succincte

ⓘ Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée. Cette page fait office de notice si elle est complétée par tous les éléments demandés. Vous n'aurez alors pas besoin de joindre une notice supplémentaire à la demande.

Description sommaire de l'opération projetée

(construction, lotissement, camping, golf, aires de sport...)

L'objet de la présente demande porte sur la construction d'un bâtiment commercial.
La surface de vente réglementaire ne dépassera pas les 997m².

Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

– Indiquez la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

La destination de la construction sera du commerce. Le bâtiment sera placé au nord de l'unité foncière.

– Indiquez la destination et la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir :

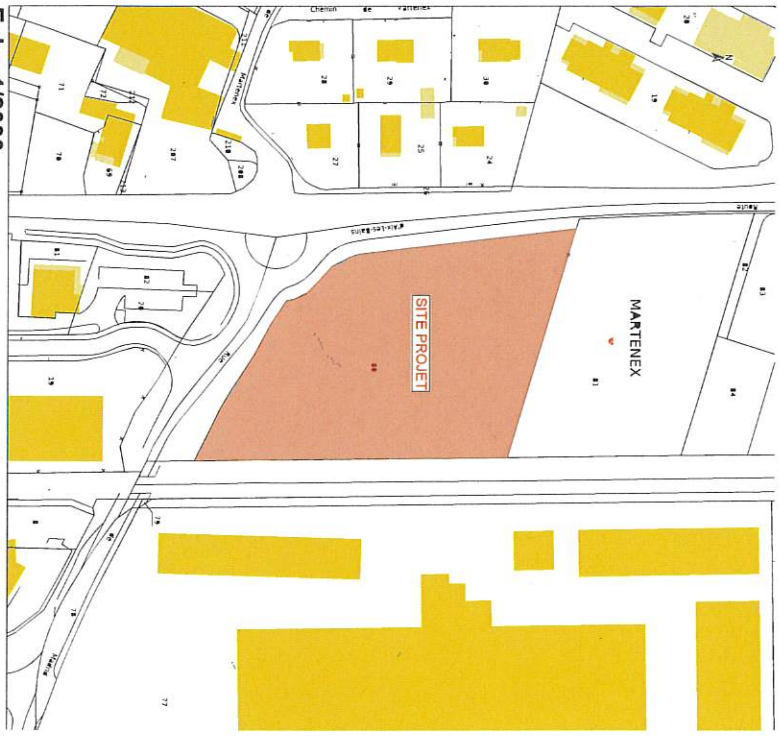
Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos.
Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.

Un plan masse toitures (CU2) a été rajouté à la demande, précisant l'implantation du bâtiment projeté.

Ech : 1/5000



Ech : 1/2000



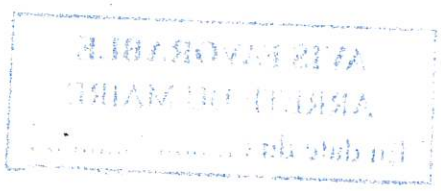
AVIS FAVORABLE
ARRETE DU MAIRE
En date du : 16 MARS 2026

7422526#00039

ARCH'O
Architectes Dplg
74960 CRAN-GEVRIER
04 50 27 [illegible]
Siret 504 939 174 00034

IMMODEC L'IMMOBILIER DE QUALITÉ 42 AVENUE GANTIN 74150 RUMILLY	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT COMMERCIAL ROUTE D'AIX LES BAINS ET RUE DE MADRID 74150 RUMILLY	ARCH²O ARCHITECTES	
	PLAN DE SITUATION	ECHELLE	ECH : 1/5000 et 1/2000
	DOSSIER DE DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME OPERATIONNEL	DATE	JANVIER 2026
			CU1

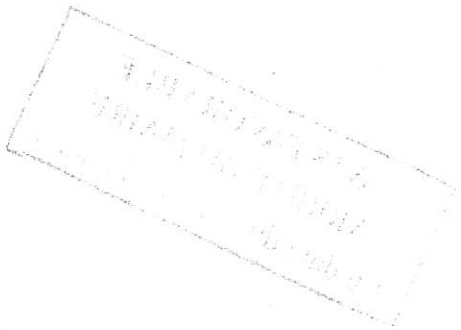
Arch2o Architectes dplg





IMMODEC L'IMMOBILIER DE QUALITÉ	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT COMMERCIAL ROUTE D'AIX LES BAINS ET RUE DE MADRID 74150 RUMILLY	ARCH²O ARCHITECTES	
42 AVENUE GANTIN 74150 RUMILLY	**PLAN MASSE**	ECHELLE	ECH : 1/5000 et 1/2000
	DOSSIER DE DEMANDE DE CERTIFICAT D'URBANISME OPERATIONNEL	DATE	JANVIER 2026
			CU2

Arch2o Architectes d.p.l.g



ETUDE DE TRAFIC – RUMILLY (74)

ETUDE ET PROJECTION DE TRAFIC

Rédacteur : Emma GUERNIGOU
Relecteur : Julien CHIRADE
Référence : P26.J.13
Version 2 – juillet 2026

SOMMAIRE

- Contexte
- Données de trafic
  - Recueil de données de trafic
  - Trafic Moyen Journalier
  - Analyse des vitesses
  - Validation des heures de pointe
  - Charge de trafic aux heures de pointe
  - Comptages directionnels
- Flux induits par le projet
  - Projet de la zone commerciale
  - Répartition des flux
  - Flux de trafic induit
- Fonctionnement des carrefours situation actuelle
- Fonctionnement des carrefours situation future
- Conclusion

CONTEXTE

Contexte de la mission

Une enseigne commerciale souhaite développer une zone commerciale sur la commune de Rumilly, au croisement entre la RD910 et la rue de Madrid.

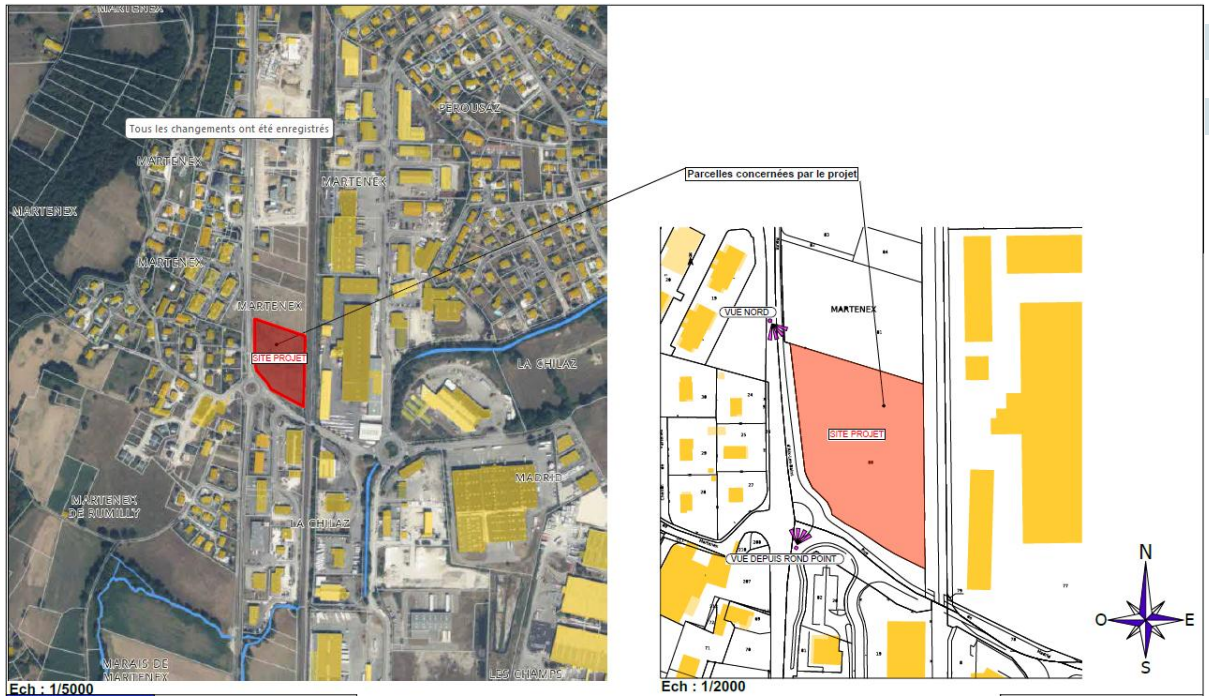
Le projet prend comme hypothèse une **surface de vente de 999m²** répartis entre deux cellules commerciales, la surface de vente principale de 979m2 et un commerce tiers de 20m2. le projet comprend également **la création d'un parking pour un total de 103 places**.

Une entrée/sortie (VL et PL) via la rue de Madrid est envisagée afin d'accéder à l'enseigne.

La présente mission a pour objectif de **réaliser un état des lieux des déplacements sur le secteur et de mesurer l'impact du projet de création de l'enseigne sur les conditions de circulation**. Le but est de déterminer si les infrastructures extérieures et les aménagements existants seront en capacité d'absorber le flux de véhicules généré par le projet.

Pour cela nous avons réalisé :

- Des **comptages sur une semaine et sur les heures de pointe** permettant l'analyse du trafic actuel de la zone ;
- Une **analyse des comportements** des usagers actuels ;
- **L'estimation des flux futurs** à l'heure de pointe commerciale du vendredi et du samedi ;
- A l'état actuel et futur, des calculs **de capacité sur les carrefours** en vérifiant la faisabilité du projet.



Plan du projet

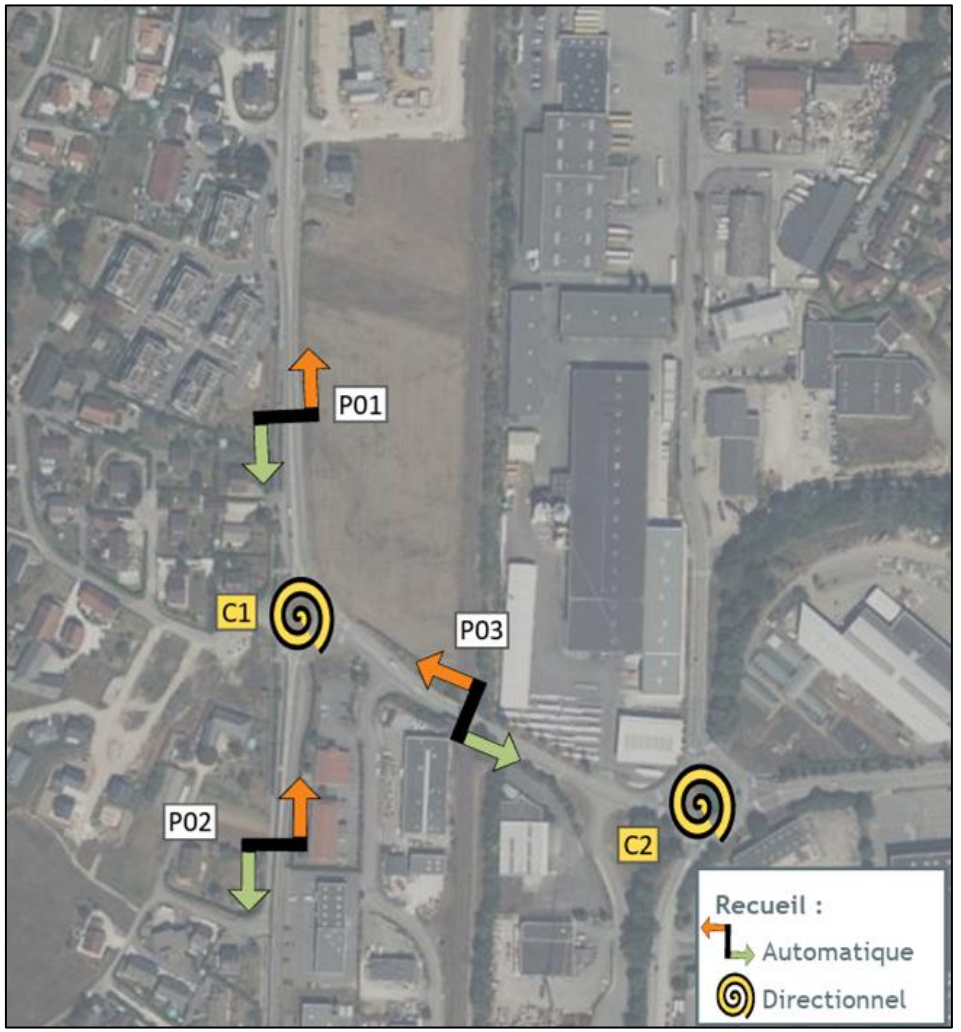
DONNÉES DE TRAFIC

Recueil de données de trafic

- Des **relevés des conditions de circulation** le vendredi 22/05/2026 et le samedi 23/05/2026
- **Un comptage du débit routier** des véhicules en section courante du 18/05/2026 au 24/05/2026 inclus,
- Des **comptages directionnels** de véhicules aux carrefours d'accès à la future zone commerciale : le vendredi 22/05/2026 et le samedi 23/05/2026 durant les heures de pointe.

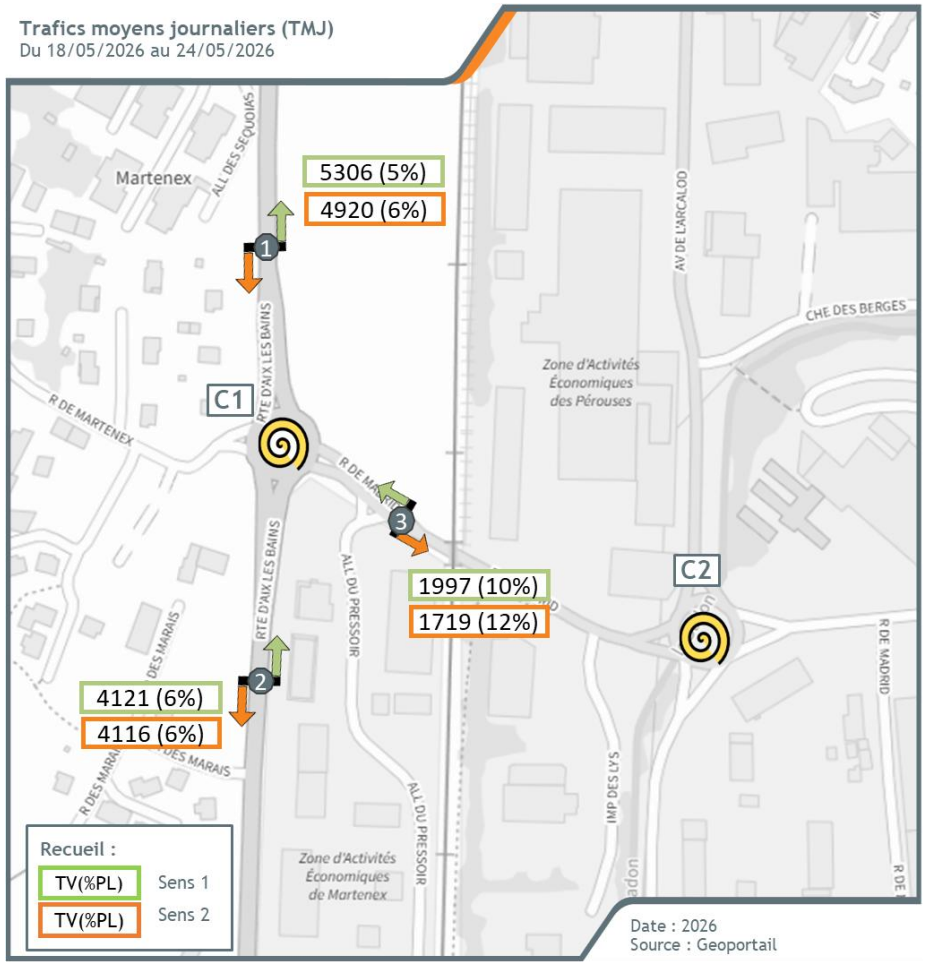
Les comptages automatiques ont pour objectif de connaître les flux et leur répartition (VL/PL-Bus) sur une période d'une semaine complète, afin de connaître les charges de trafic sur les différents créneaux horaires de la semaine sur le secteur. Les résultats sont détaillés au pas de 15 minutes, avec différenciation des sens de circulation.

Le comptage directionnel a pour but de connaître le fonctionnement des carrefours. L'objectif est de dénombrer tous les mouvements tournants afin de définir si les flux additionnels pourront être supportés par la configuration du carrefour actuel.



Trafic Moyen Journalier

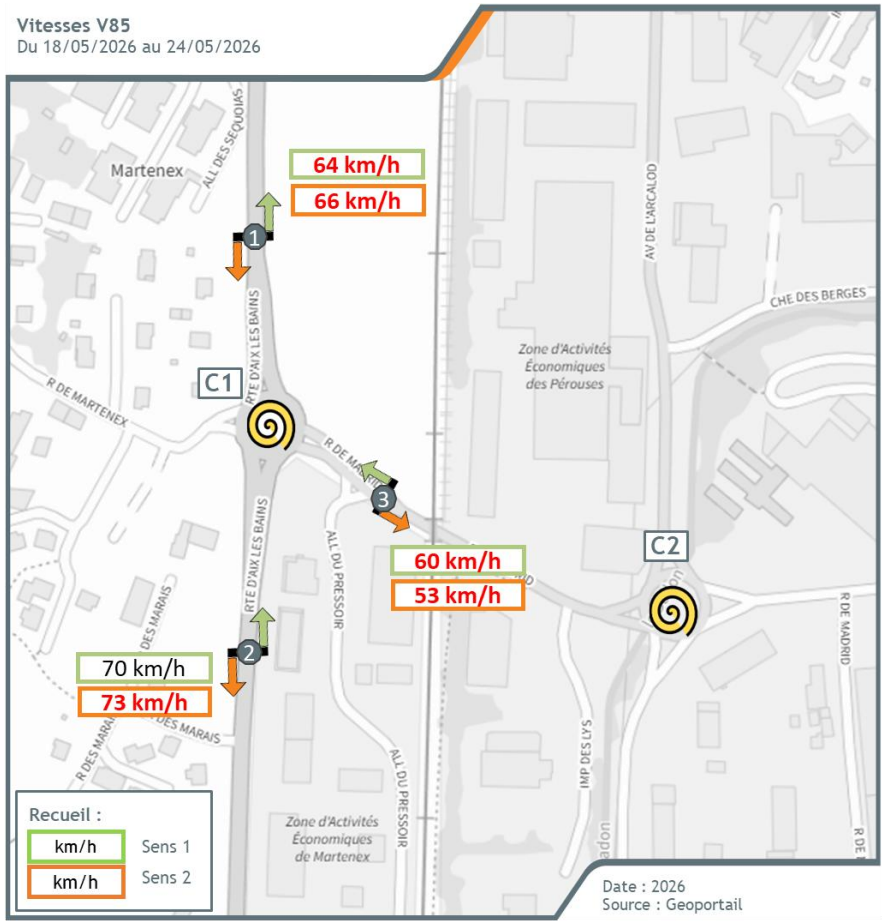
La carte de trafic ci-dessous représente le Trafic Moyen Journalier (TMJ) sur une semaine. La charge de trafic sur l'axe principal (RD910) est plus forte au Nord et représente un total d'environ **10 230 véhicules/j dans les deux sens cumulés**. Le taux de PL représente une part allant de **de 5%** dans le sens Sud>Nord **à 6%** dans le sens inverse. La rue de Madrid dispose d'un trafic moyen journalier de **3 720 véhicules/j dans les deux sens cumulés** avec une part de trafic PL plus importante liée à la zone industrielle.



Analyse des vitesses

La vitesse V85 représente la **vitesse en dessous de laquelle circulent 85% des véhicules**. La vitesse réglementaire sur la RD910 Nord et la rue de Madrid **est de 50 km/h**. La RD910 Sud dispose d'une vitesse réglementaire **de 70 km/h.**

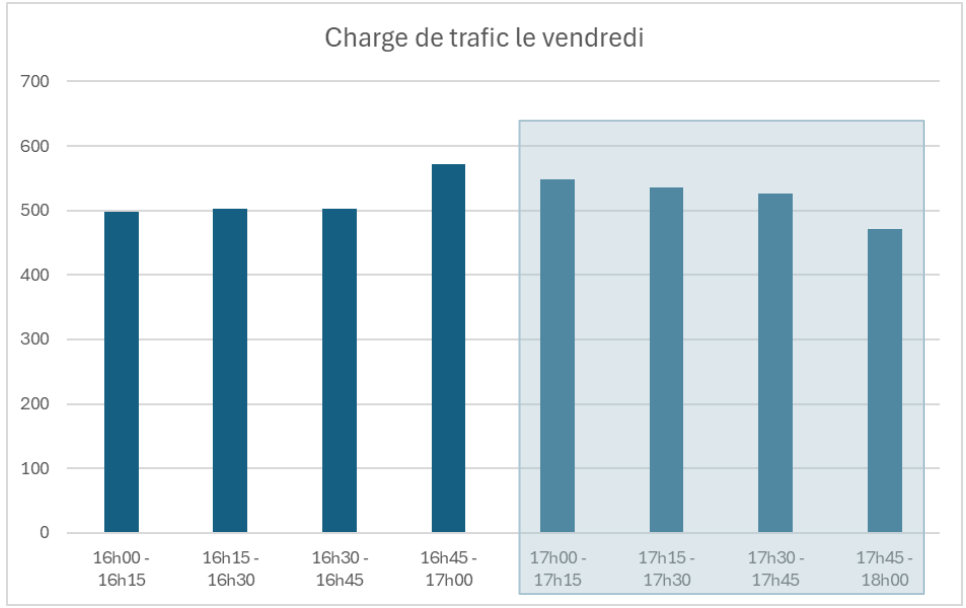
On observe que la vitesse (V85) n'est pas respectée et est supérieure de 3 à 16 km/h. **Le caractère prioritaire de la RD910** favorise les vitesses excessives en sortie de giratoire dans les deux sens de circulation.



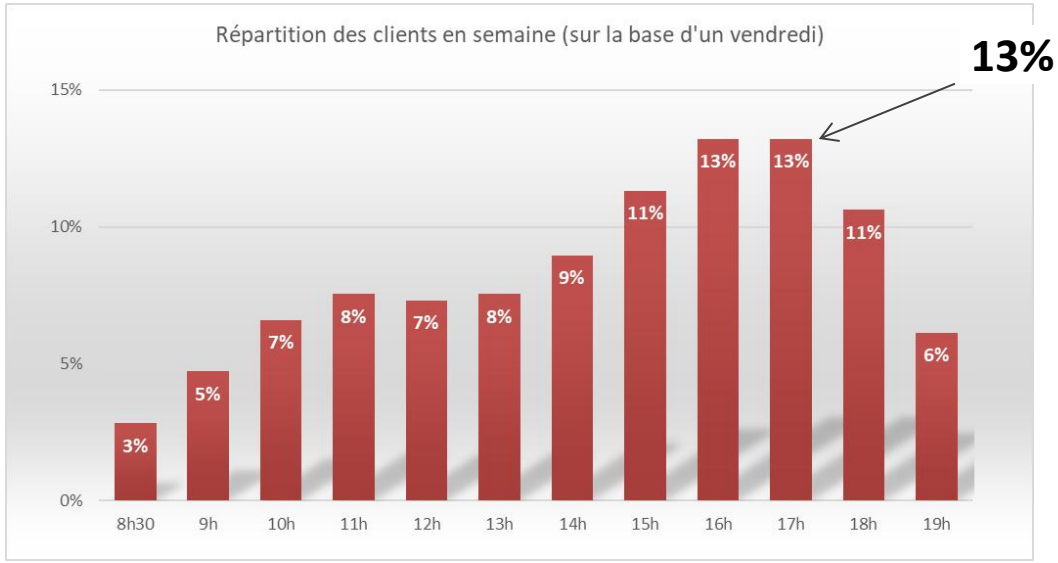
Validation des heures de pointe du vendredi

- Les comptages automatiques nous ont permis de relever les flux de trafics durant une semaine. La définition de l'heure de pointe est identifiée par rapport aux comptages automatiques. La courbe de la charge de trafic montre un pic de charge entre 16h00 à 19h00, avec un pic plus marqué entre 17h00 et 18h00.

- La période de pointe retenue est le **vendredi de 17h00 à 18h00.**



Flux tous véhicules (VL+PL)

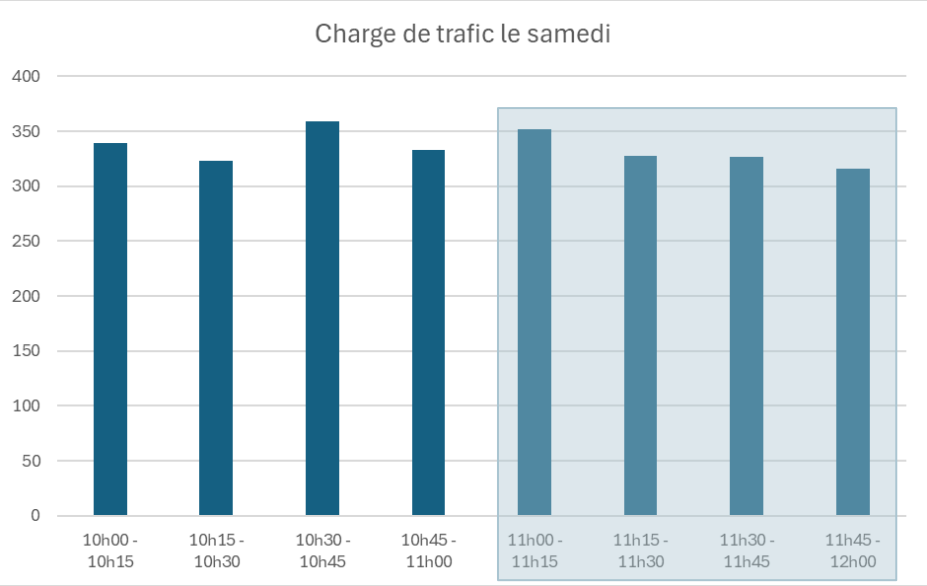


<u>Remarque</u> : l'heure de pointe du vendredi a été déterminée en accord avec la fréquentation haute classique des enseignes similaires dans le même secteur avec des surfaces équivalentes (source Google)

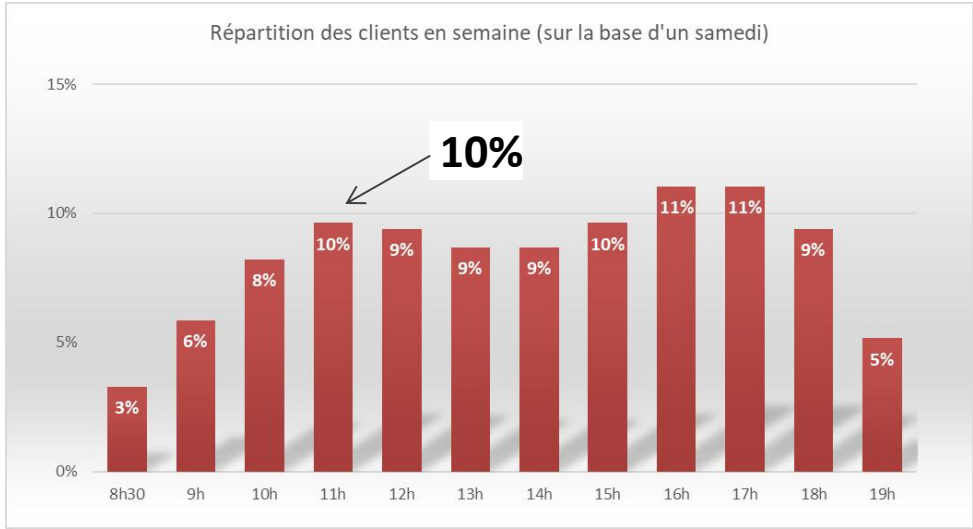
Validation des heures de pointe du samedi

- Les comptages automatiques nous ont permis de relever les flux de trafics durant une semaine. La définition de l'heure de pointe est identifiée par rapport aux comptages automatiques. La courbe de la charge de trafic montre un pic de charge entre 9h00 à 12h00, avec un pic plus marqué entre 11h00 et 12h00.

- La période de pointe retenue est le **samedi de 11h00 à 12h00.**



Flux tous véhicules (VL+PL)



<u>Remarque</u> : l'heure de pointe du samedi a été déterminée en accord avec la fréquentation haute classique des enseignes similaires dans le même secteur avec des surfaces équivalentes (source Google)

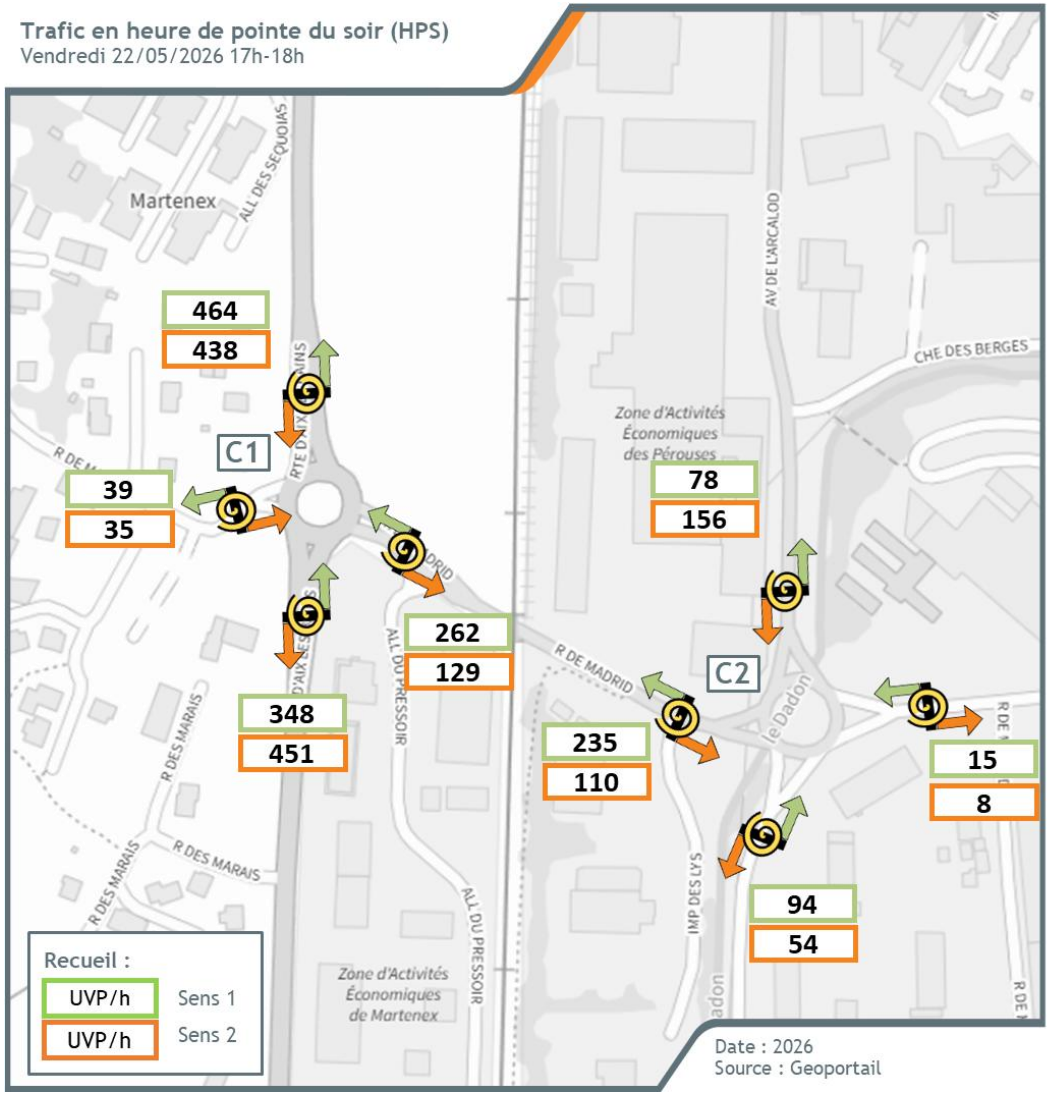
Charge de trafic en heure de pointe du soir

En heure de pointe du soir, la RD910 présente un trafic de **900 véhicules/h** sur la section Nord et légèrement plus faible sur la section Sud avec 800 véhicules/h.

Les véhicules provenant de la rue de Madrid à l'Est se répartissent de manière équilibrée entre le Nord et le Sud de la RD910.

Au droit du giratoire C2, les flux proviennent majoritairement de l'Avenue de l'Arcalod Nord et vont en direction de la rue de Madrid.

La charge de trafic est en cohérence avec la hiérarchie du réseau.



Charge de trafic en heure de pointe du matin

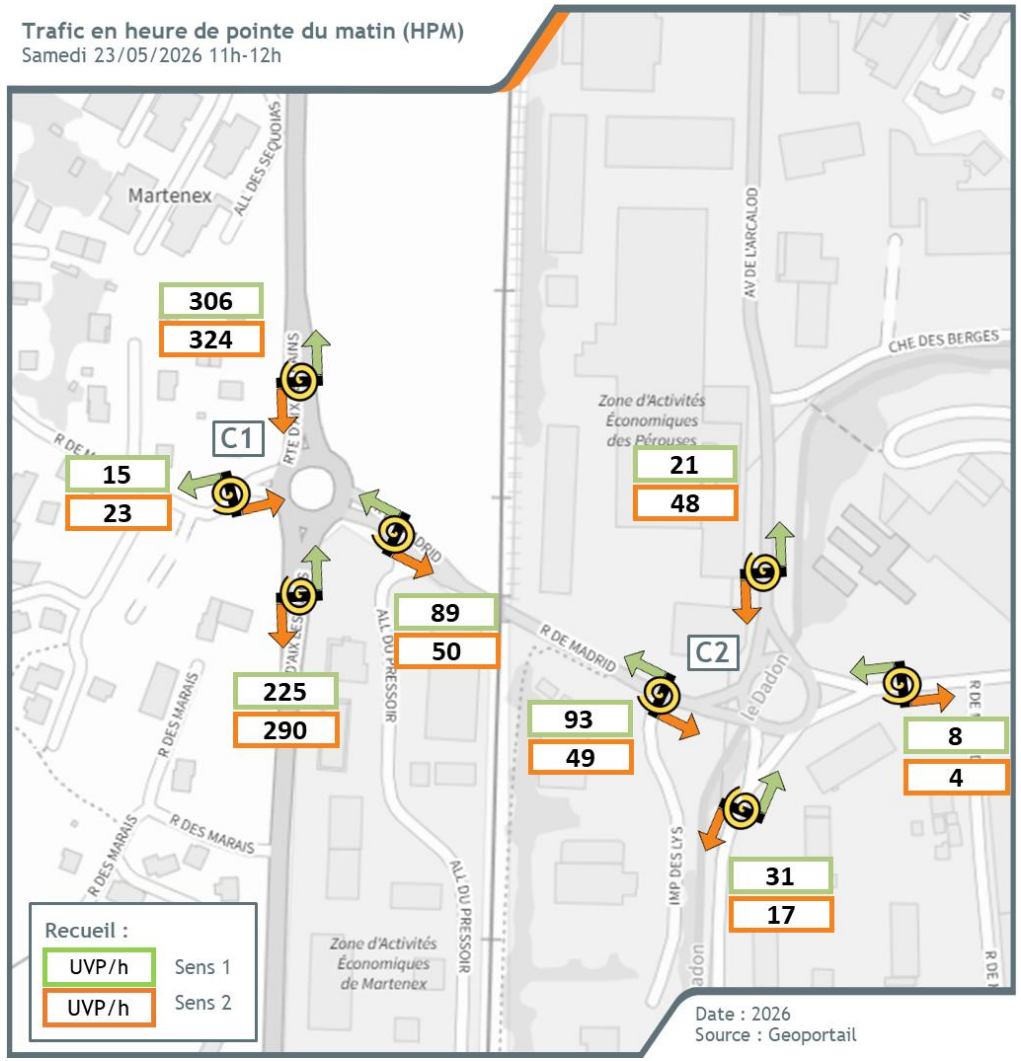
En heure de pointe du matin la charge de trafic est globalement plus faible que le vendredi soir.

La RD910 présente un trafic de **630 véhicules/h** sur la section Nord et légèrement plus faible sur la section Sud avec 520 véhicules/h.

Les véhicules provenant de la rue de Madrid à l'Est se répartissent de manière équilibrée entre le Nord et le Sud de l'axe principal.

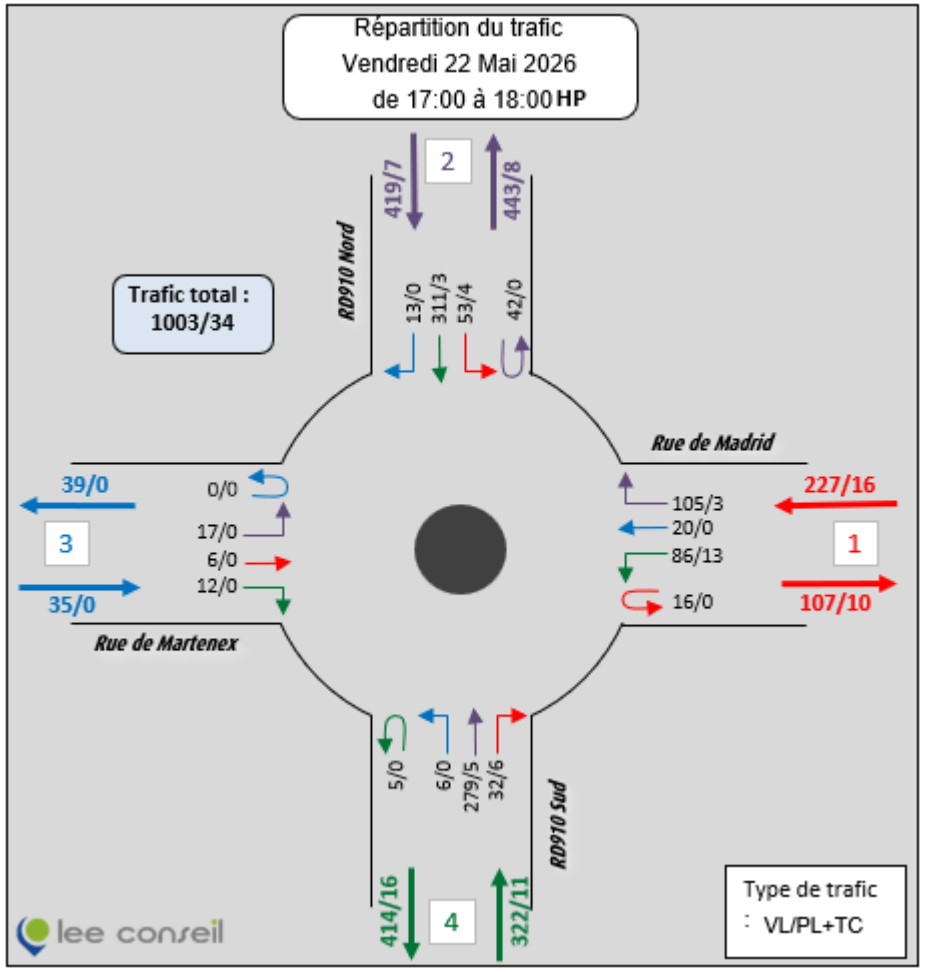
Au droit du giratoire C2, les flux proviennent majoritairement de l'Avenue de l'Arcalod Nord et vont en direction de la rue de Madrid.

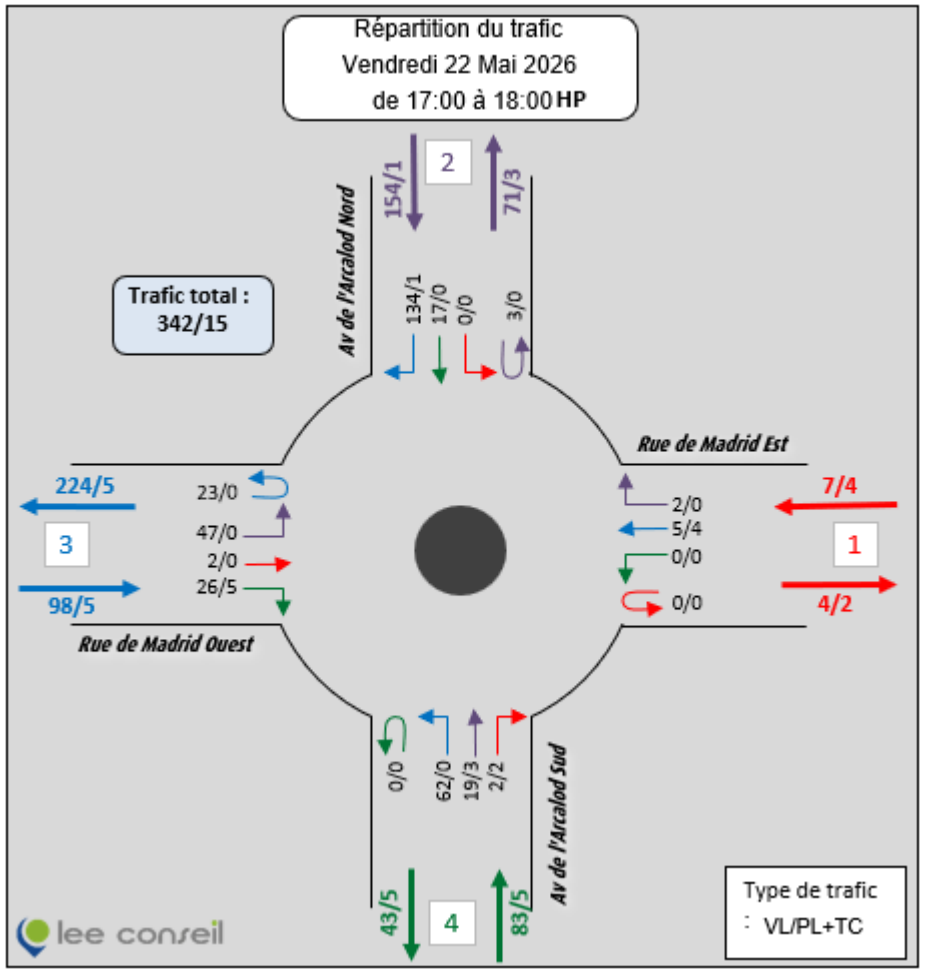
La charge de trafic est en cohérence avec la hiérarchie du réseau.



Comptages directionnels

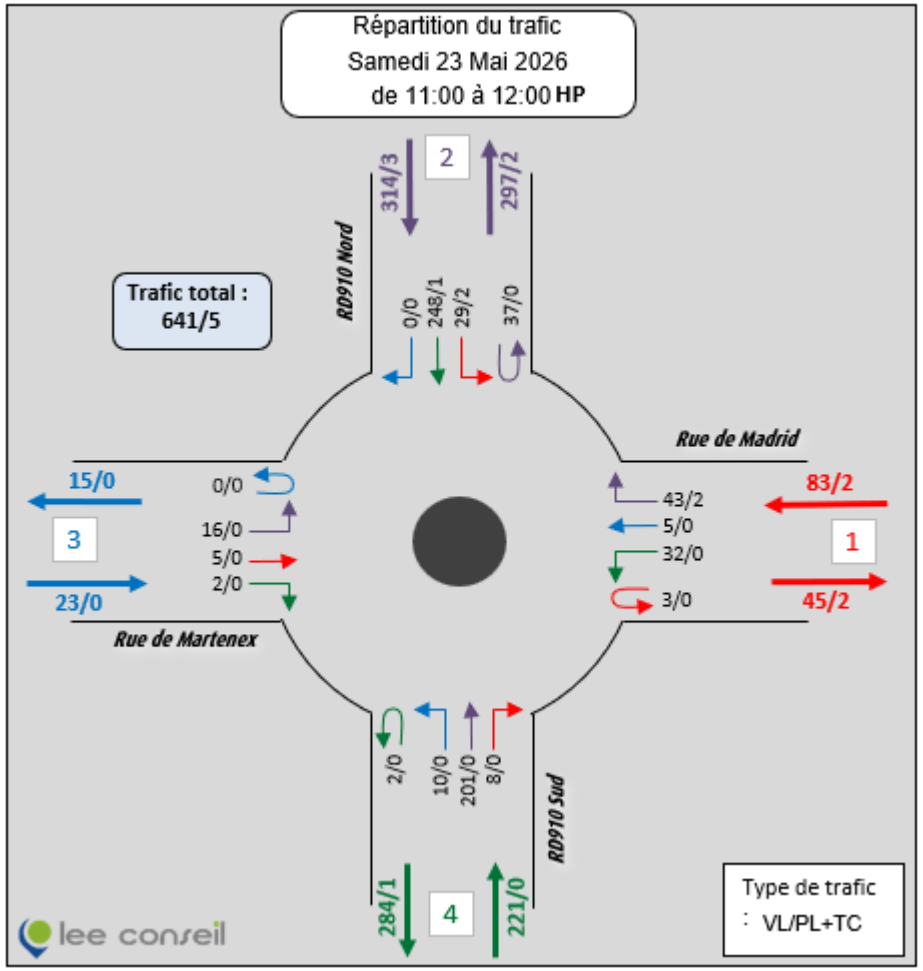
Vendredi 17h-18h

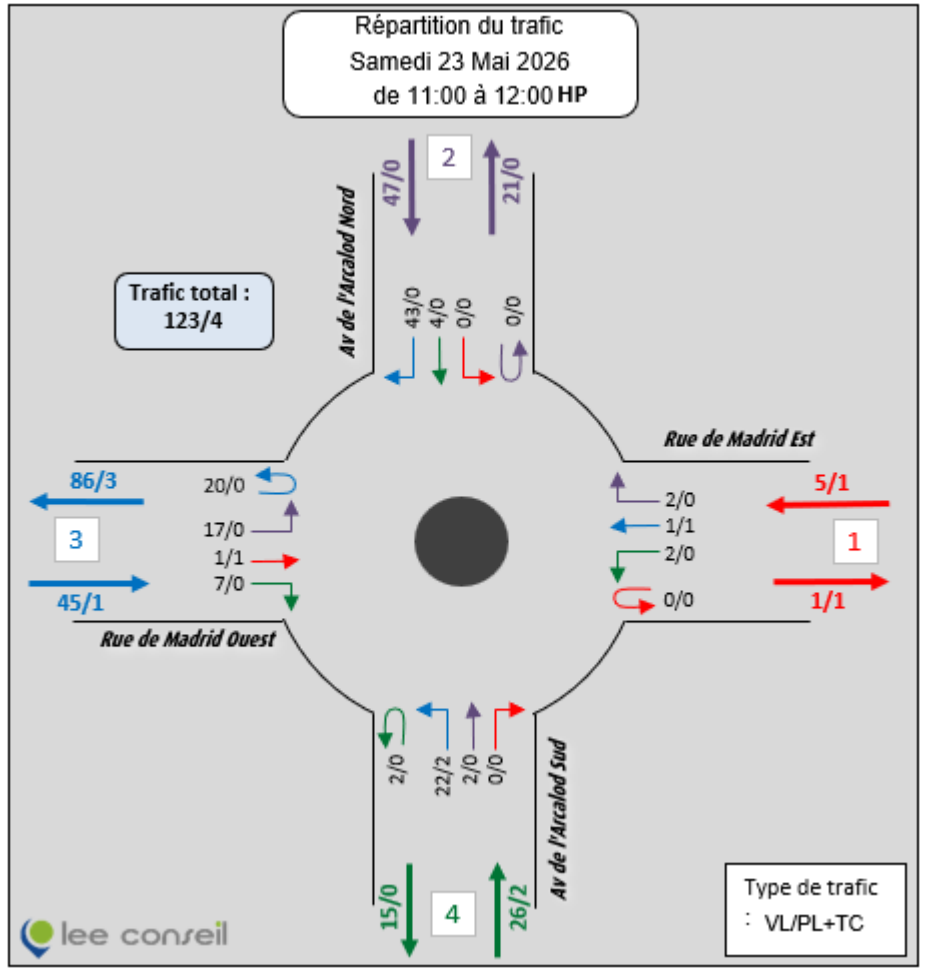




Comptages directionnels

Samedi 11h-12h



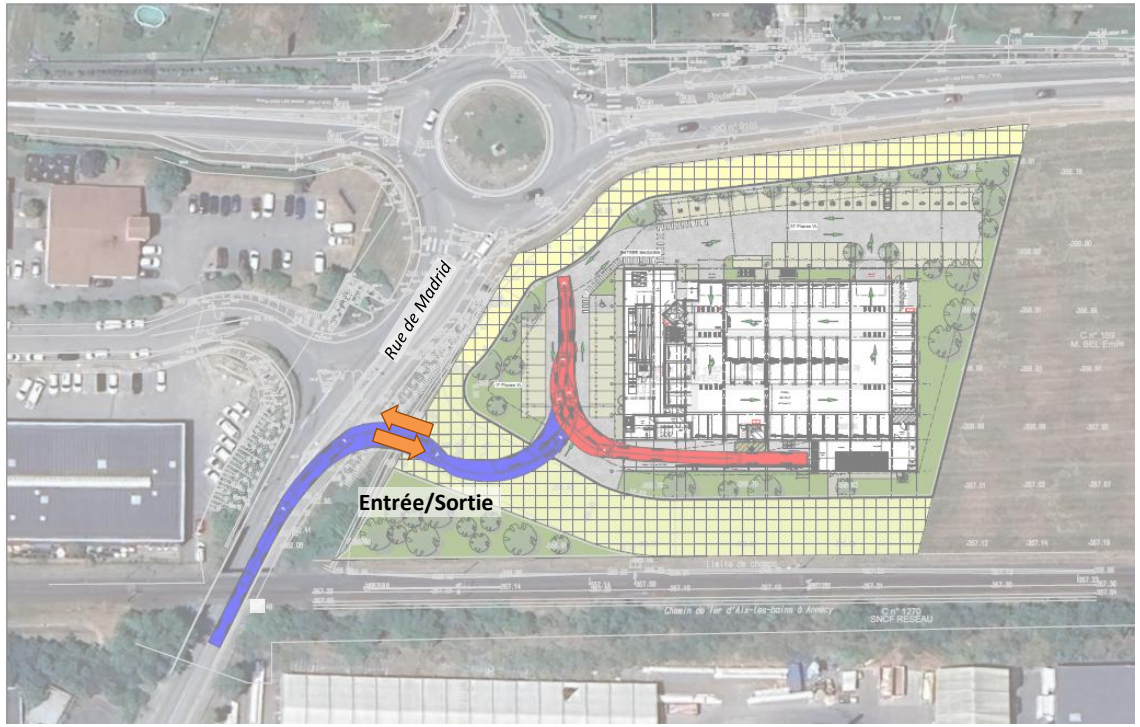


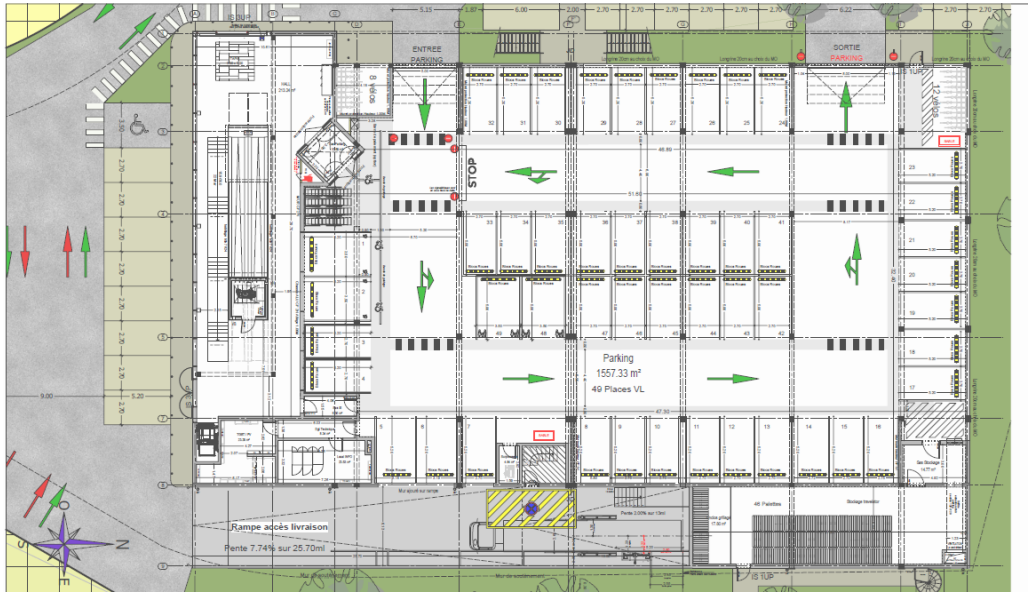
FLUX INDUITS PAR LE PROJET

Projet de la zone commerciale

Le projet porte sur la création de la surface commerciale à Rumilly, pour une **surface de vente projetée de 999m²**. Cette création disposera d'un parking de **103 places de stationnement** (49 places parking souterrain et 54 places extérieures).

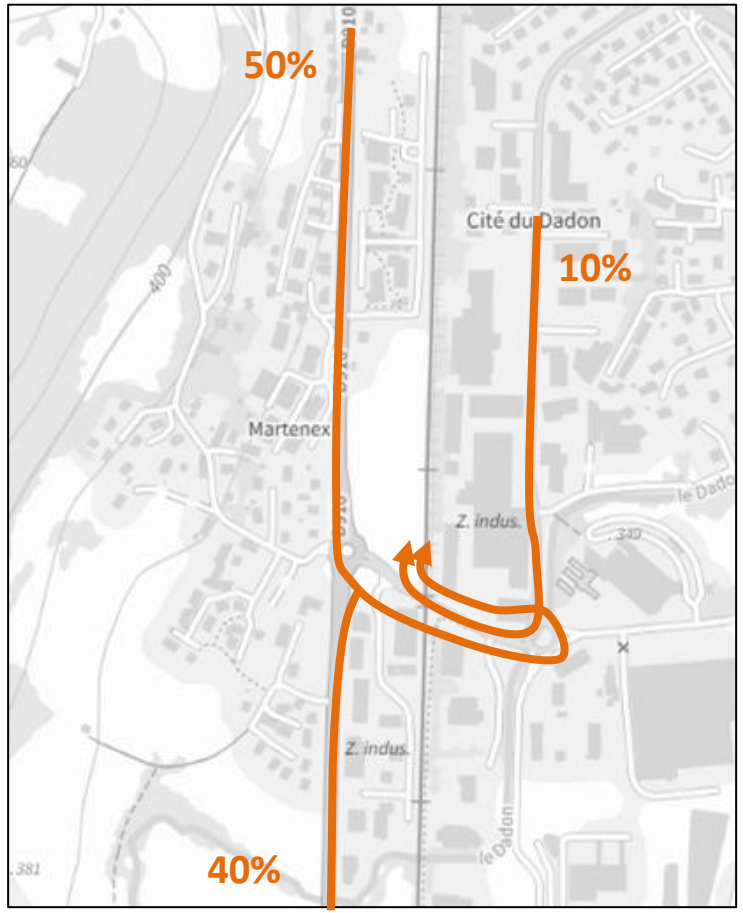
Un seul accès prévu permettra d'entrer et sortir du parking, via la rue de Madrid. Au stade du projet, la rue de Madrid ne permettra pas les mouvements de tourne à gauche. Par conséquent les véhicules souhaitant entrer ou sortir de la zone commerciale **devront effectuer des demi-tours au droit des giratoires**.



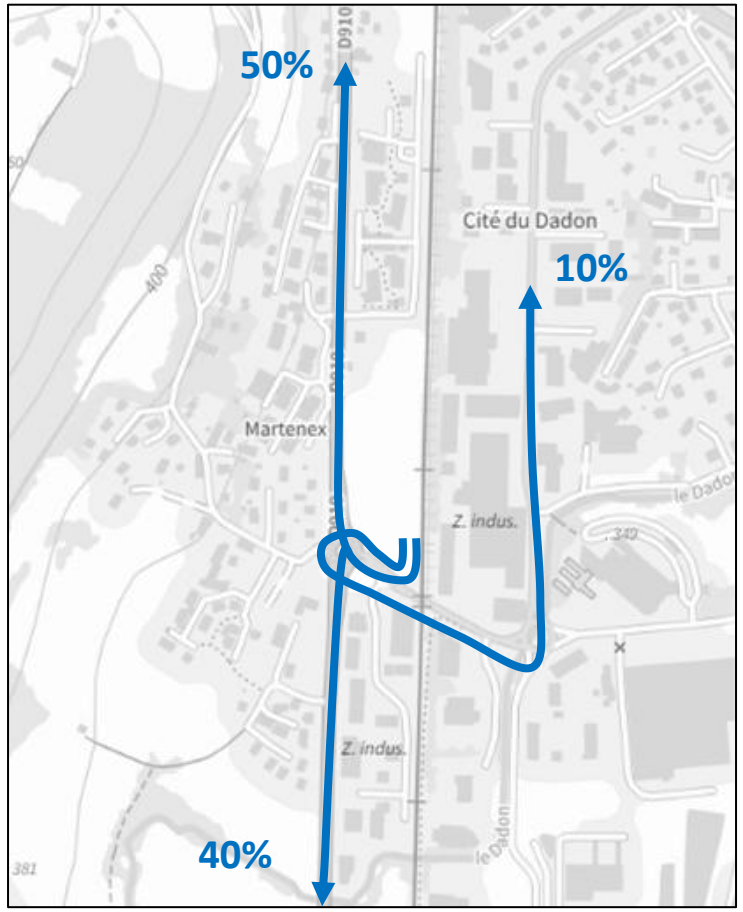


Répartition des flux

Flux entrants



Flux sortants



Les hypothèses de répartition des flux induits par le projet sont établies selon la **localisation des pôles d'attractivité du territoire.**

Flux de trafic induit par la zone commerciale

- Les données suivantes représentent les véhicules supplémentaires générés résultant de la création de la surface de vente. Ces données ont été définies à partir du nombre de places de stationnement (103 places).

- On considère que les clients restent en moyenne 30 minutes dans le magasin
- Le vendredi en HPS, on estime que le parking est rempli à 70% entre 17h00 et 18h00.
- Le samedi en HPM, on estime l'affluence du magasin plus forte. On part de l'hypothèse que le parking est rempli à 80% entre 11h00 et 12h00
- Ces hypothèses proviennent de nos observations sur l'analyse du nombre de tickets horaires d'un magasin similaire.

- Les flux induits se représentent donc comme tel :

Périodes d'analyses	Clients entrants dans la zone commerciale	Clients sortants de la zone commerciale
Vendredi HPS	144 VL	144 VL
Samedi HPM	165 VL	165 VL

- Compte tenu des données des horaires d'affluence d'une enseigne similaire (source : Google Maps), la part horaire de clientèle pour chaque heure de pointe est la suivante :
  - ✓ Vendredi HPS : en moyenne **13% des clients journaliers entre 17h00 et 18h00**
  - ✓ Samedi HPM : en moyenne **10% des clients journaliers entre 11h00 et 12h00**

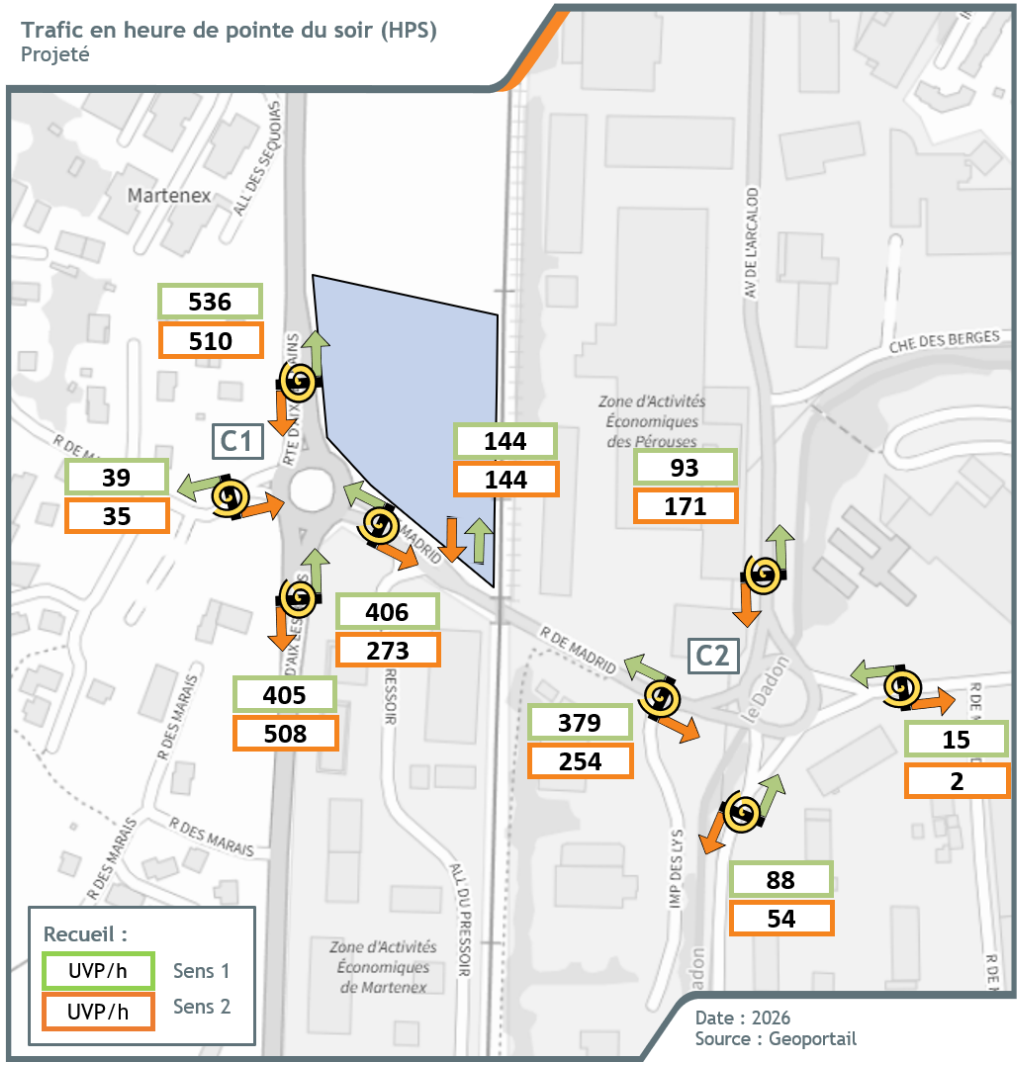
- On considère dans cette étude que le report modal (y compris covoiturage) est nul. Cette hypothèse est la plus sécuritaire (contraignante) dans l'estimation des trafics induits.

Flux futur – heure de pointe du soir

L'induction de trafic génère des flux supplémentaires sur le secteur de l'ordre de 144 véhicules en entrées et sorties de la zone commerciale, **soit 288 véhicules au total en heure de pointe du soir.**

L'interdiction de tourner à gauche en entrée et en sortie du magasin, **engendre des mouvements de demi-tour** au droit des giratoires.

Ainsi, l'augmentation de trafic est plus marquée sur la rue de Madrid (x0,5 vers l'Ouest et x2 vers l'Est). Les trafics étant relativement faibles sur le secteur, la génération du trafic supplémentaire reste relative.

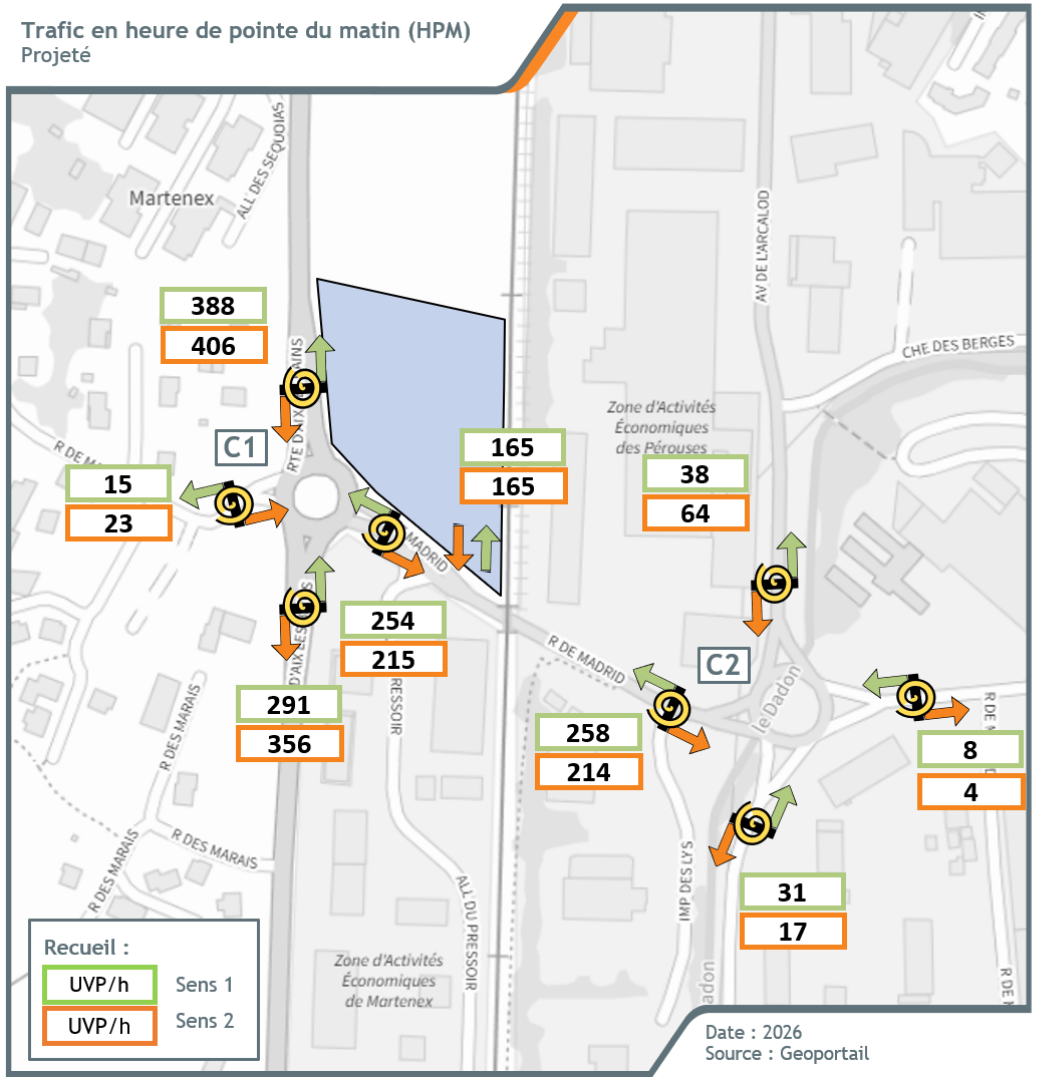


Flux futur – heure de pointe du matin

L'induction de trafic génère des flux supplémentaires sur le secteur de l'ordre de 165 véhicules en entrées et sorties de la zone commerciale, soit **330 véhicules au total en heure de pointe du matin.**

L'interdiction de tourner à gauche en entrée et en sortie du magasin engendre des mouvements de demi-tour au droit des giratoires.

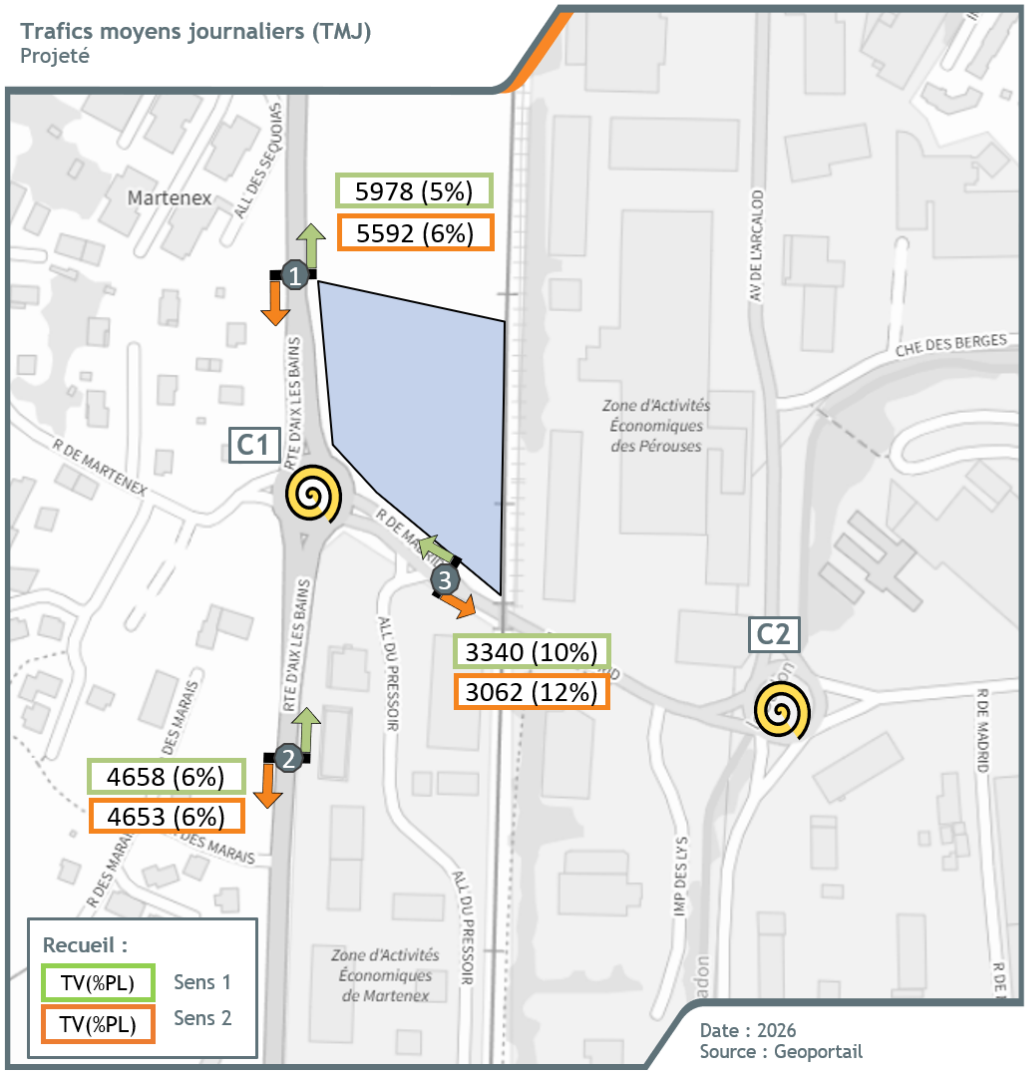
Ainsi, l'augmentation de trafic est plus marquée sur la rue de Madrid (x3 vers l'Ouest et x4 vers l'Est). Les trafics étant relativement faibles sur le secteur, la génération du trafic supplémentaire reste relative.



Flux futur – trafic moyen journalier

A l'échelle de la journée, l'induction de trafic représente en termes de flux additionnels environ **2 700 véhicules** supplémentaires générés par le projet.

A l'état projeté, le futur ensemble commercial générerait une **augmentation de l'ordre de 13% du Trafic Moyen Journalier sur la RD910 et 72% sur la route de Madrid.** Les trafics étant relativement faibles sur le secteur, la génération du trafic supplémentaire reste relative.



FONCTIONNEMENT DES CARREFOURS SITUATION ACTUELLE

Définition des études capacitaires

Pour déterminer la capacité d'un carrefour / intersection à absorber le trafic, nous réalisons une étude capacitaire qui nous permet d'obtenir la réserve de capacité et le temps d'attente moyen. Les calculs sont réalisés sur l'ensemble des périodes de pointe, donnant un résultat moyenné d'une affluence fluctuante sur l'heure.

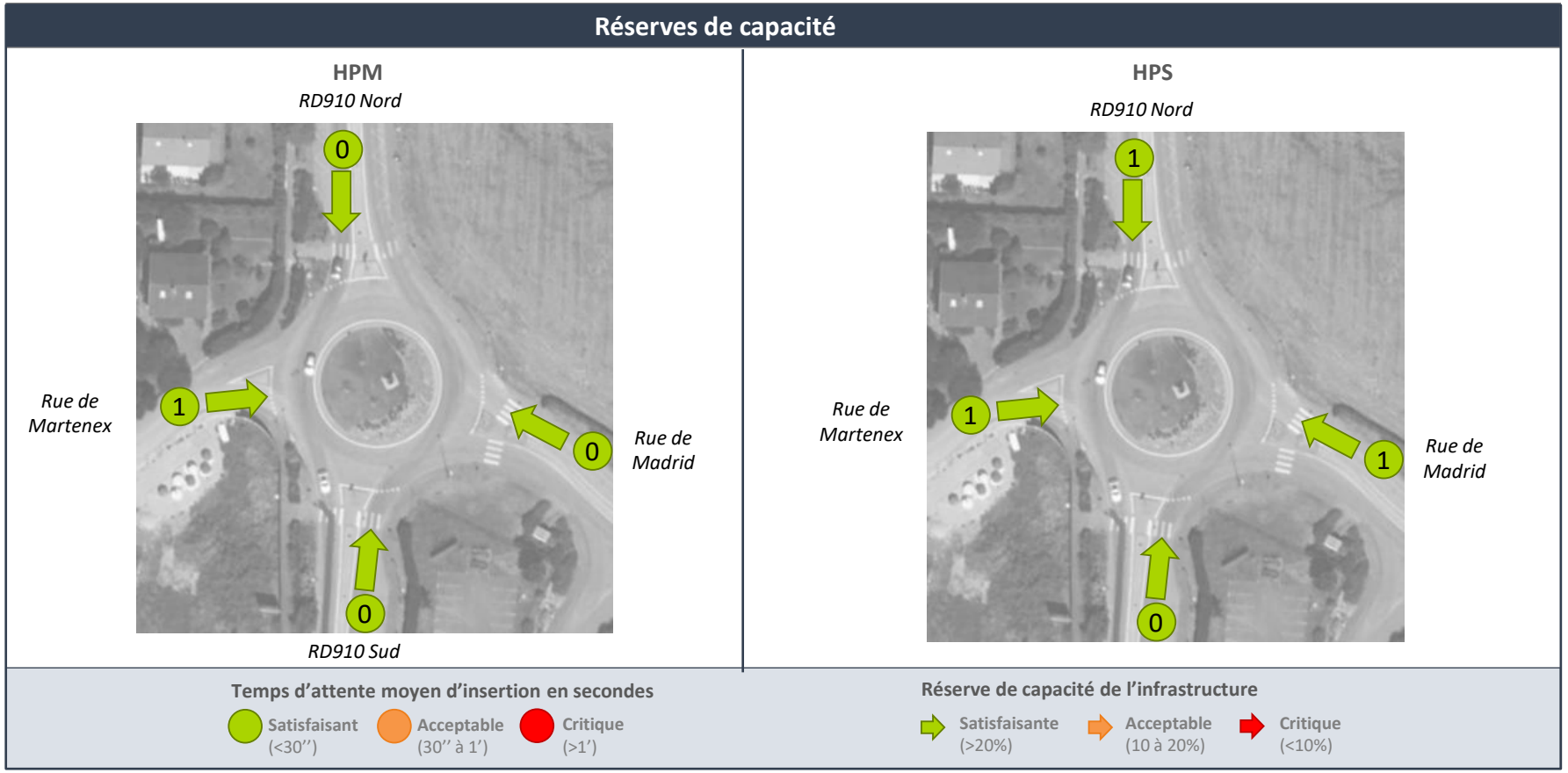
Dans cette étude de trafic, l'étude capacitaire sera réalisée pour deux giratoires et l'accès au magasin. A noter que les carrefours ont été traités de manière isolée et ne tiennent pas compte des carrefours proches et des remontées de file qui peuvent avoir un impact sur le fonctionnement global des carrefours.

Définitions générales :

- **La capacité limite et le temps moyen d'attente sont calculés uniquement pour les voies cédant le passage**, les autres voies n'étant pas contraintes car prioritaires.
- Par définition, le **créneau critique** désigne le temps minimum pour s'insérer sur la voie principale depuis la voie secondaire, en considérant le flux antagoniste sur la voie principale (1 sens ou 2 sens).
- Le **temps moyen d'attente** limite est acceptable en dessous de 30 secondes. Entre 30 secondes et 1 minute, l'acceptabilité est discutable d'autant plus que l'apparition de comportements à risque augmente. Au-delà d'une minute, des feux sont nécessaires.

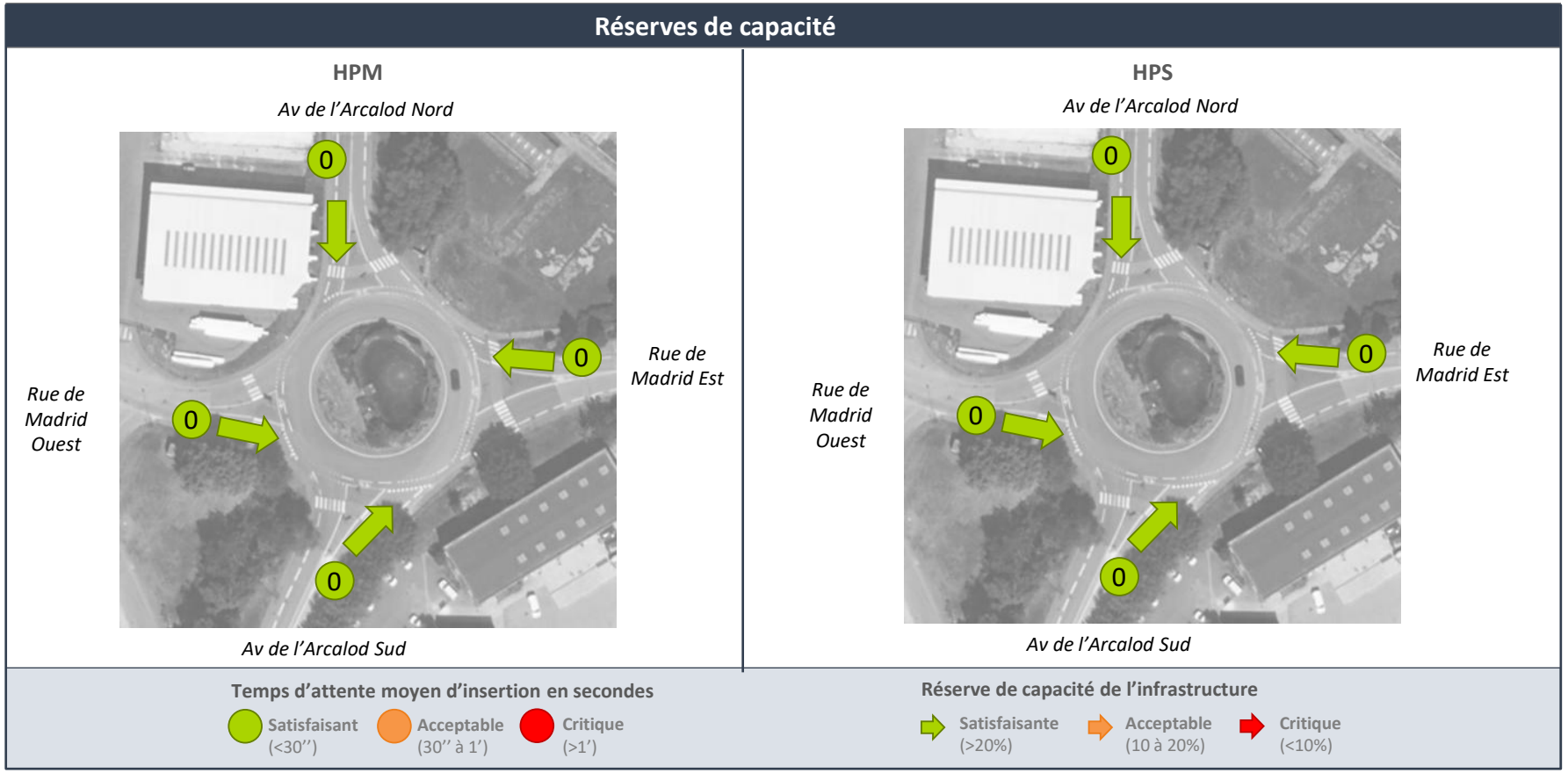


Réserves de capacité – C1



A l'état actuel les conditions de circulation au droit du giratoire RD910/Rue de Madrid/Rue de Martenex **sont très satisfaisantes.**

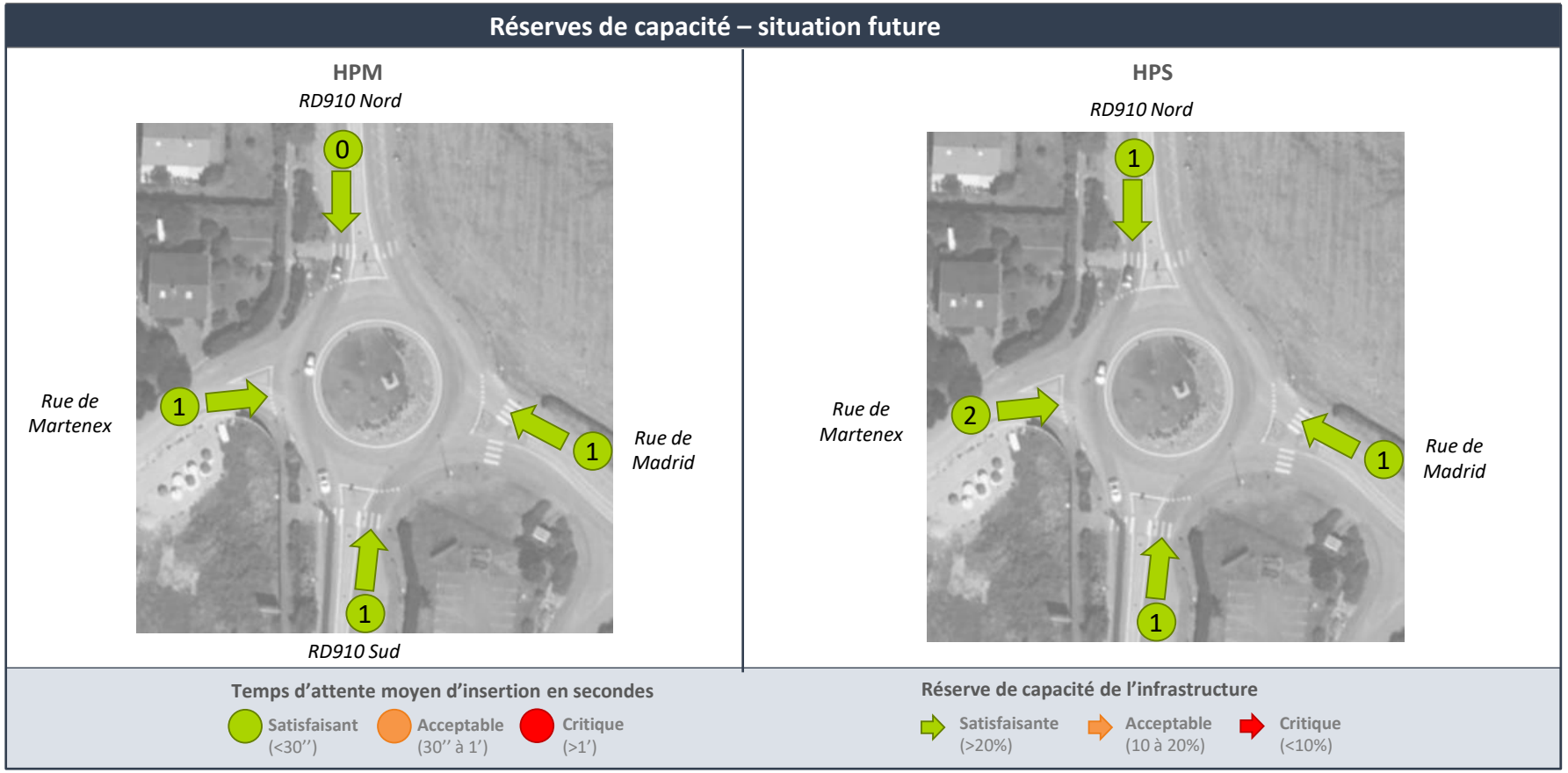
Réserves de capacité – C2



A l'état actuel les conditions de circulation au droit du giratoire Rue de Madrid/Avenue de l'Arcalod **sont très satisfaisantes.**

FONCTIONNEMENT DES CARREFOURS SITUATION FUTURE

Réserves de capacité – C1

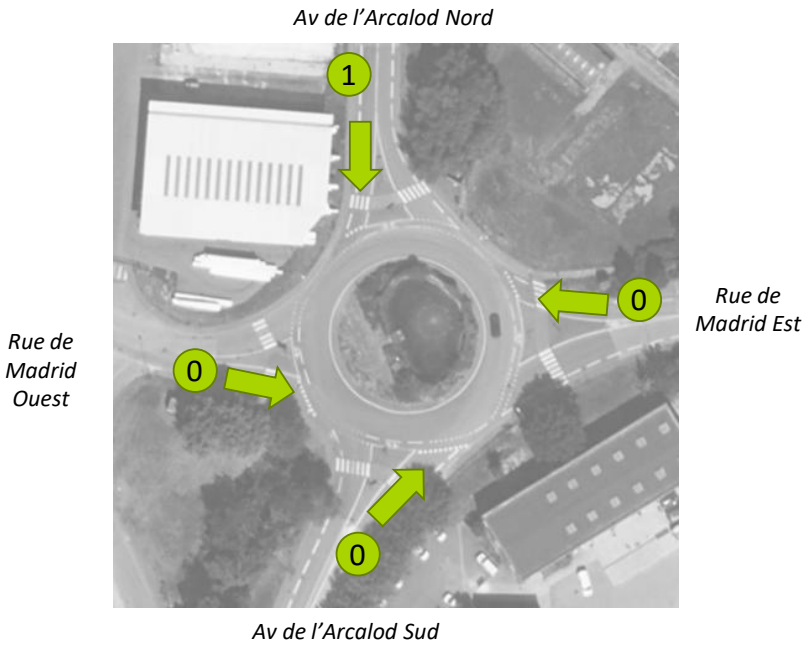


En état projeté, le constat est le même avec des conditions de circulation **satisfaisantes.** L'induction de trafic **ne génère pas de dysfonctionnement** sur les conditions de circulation, malgré les mouvements de demi-tours.

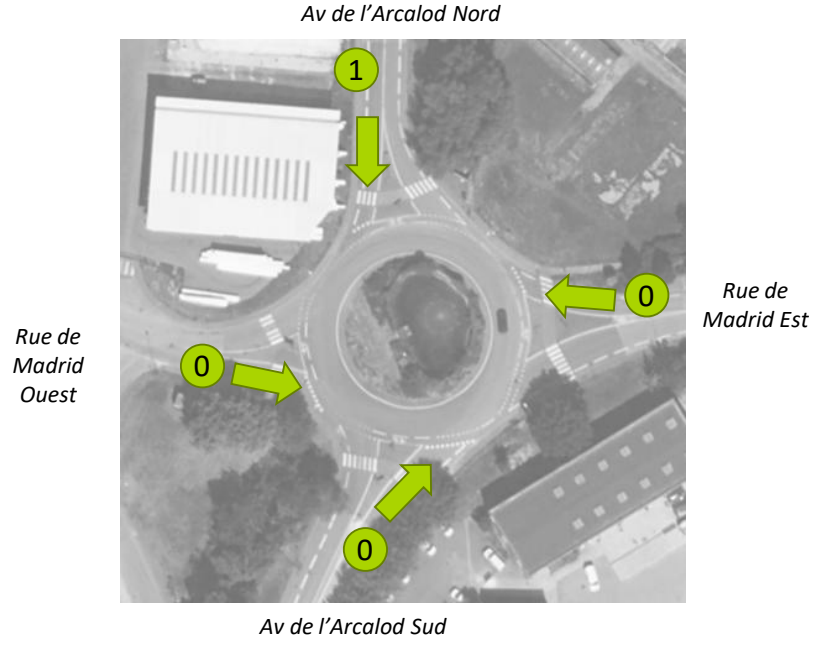
Réserves de capacité – C2

Réserves de capacité – situation future

HPM



HPS



Temps d'attente moyen d'insertion en secondes

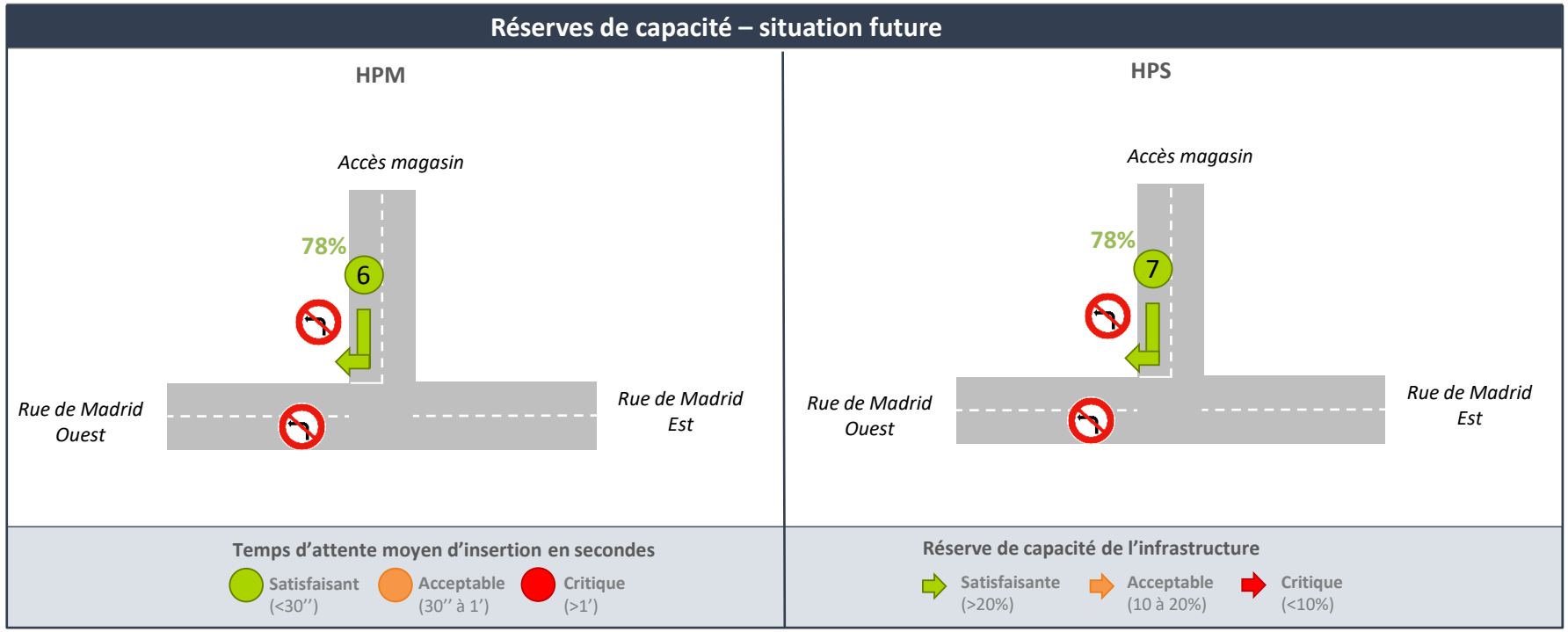
- Satisfaisant (<30'')
- Acceptable (30'' à 1')
- Critique (>1')

Réserve de capacité de l'infrastructure

- Satisfaisante (>20%)
- Acceptable (10 à 20%)
- Critique (<10%)

En état projeté, le constat est le même avec des conditions de circulation **satisfaisantes**. L'induction de **trafic ne génère pas de dysfonctionnement** sur les conditions de circulation , malgré les mouvements de demi-tours.

Réserves de capacité – Accès magasin



En HPM et HPS, les temps d'attente et réserves de capacité de la sortie de l'enseigne sont **satisfaisants**. En effet, les mouvements de tourne à droite ne sont gênés que par un sens de circulation et permettent ainsi des insertions fluides.

Nous n'avons pas investigué davantage le scénario qui autoriserait les mouvements de tourne à gauche en entrée et sortie de l'enseigne au vu de la proximité du carrefour avec le giratoire, de l'axe en courbe, de la présence du talus et de l'ouvrage d'art, **n'assurant pas un cône de visibilité suffisant pour la sécurité des mouvements.**

CONCLUSION

Conclusion

L'étude de trafic vise à examiner les impacts de l'implantation du magasin à Rumilly.

L'étude se base sur :

- l'analyse du trafic journalier et durant les heures de pointe de haute fréquentation d'une enseigne similaire sur une semaine de mai 2026 à l'aide de comptages automatiques ;
- le fonctionnement des carrefours du secteur d'étude, à l'aide de comptages directionnels, en heure de pointe du vendredi 22 mai 2026 et samedi 23 mai 2026.

A l'état actuel, on peut observer :

Trafic : L'écoulement principal se trouve sur la RD910 qui supporte un trafic journalier de **10 230 véhicules** dans les deux sens cumulés, et d'au **maximum 900 véhicules/h** dans les deux sens cumulés en hyper pointe (HPS).

Conditions de circulation : En période de pointe du vendredi soir et du samedi matin **les conditions de circulation sont fluides** avec des temps d'attente et des réserves de capacité très satisfaisants au droit des deux giratoires.

Impact du projet de création :

L'implantation de la nouvelle zone commerciale se caractérise par une surface de vente de **999m²** et par une offre de stationnement de **103 places**. Elle génère à terme un trafic supplémentaire de l'ordre d'environ **288 véhicules en heures de pointe du soir et de 330 véhicules en heure de pointe du matin**, soit un trafic de près de 2 700 véhicules / jour supplémentaire.

A l'état projeté, l'étude de capacité des giratoires montre une très légère augmentation des temps d'attente (+1 seconde) et diminution des réserves de capacité malgré les demi-tours générés par l'interdiction de tourner à gauche en entrée et sortie de l'enseigne, **restants largement satisfaisants**. Les conditions de circulation en **sortie du magasin sont fluides.**

Ainsi, le projet n'a pas d'impact sur le fonctionnement global du secteur.

Synthèse

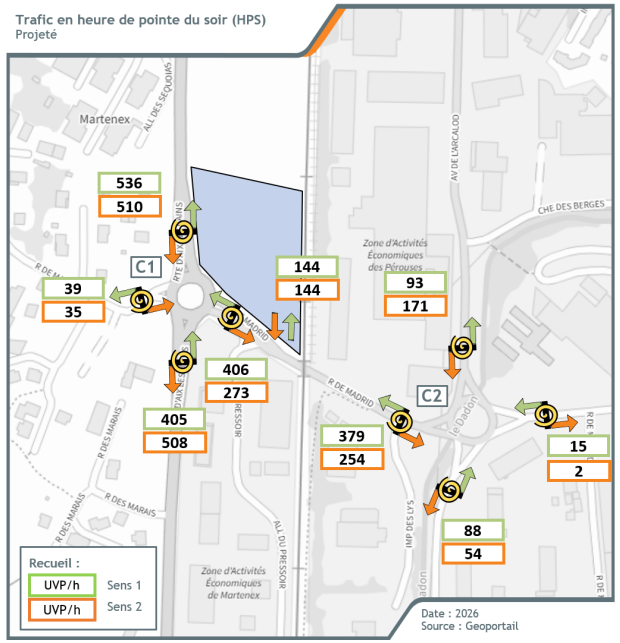
- Projet de création :
  - Surface de vente projetée de 999 m²
  - Offre de stationnement de 103 places

Accès au site :

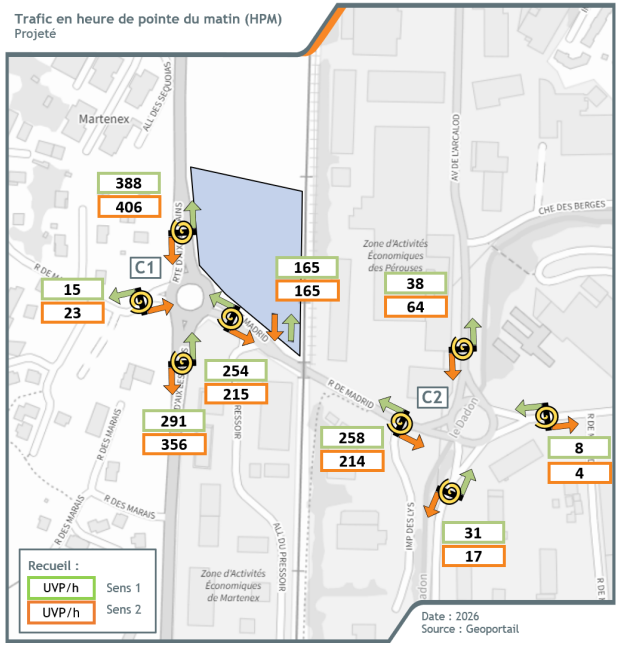
- Entrée/sortie sur la rue de Madrid avec interdiction des mouvements de tourne à gauche

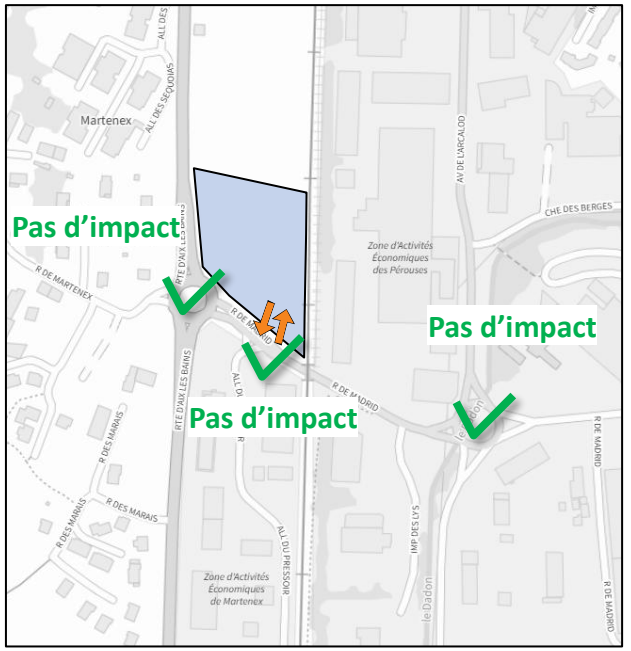
Période	Trafic induit (flux entrants + sortants)
Vendredi HPS	≈ 288 véhicules/heure
Samedi HPM	≈ 330 véhicules/heure
TMJ	≈ 2 700 véhicules/jour

Trafic projeté en HPS



Trafic projeté en HPM





Dans la situation actuelle, les conditions de circulation sont fluides sur le secteur.

A l'état projeté, les résultats démontrent que l'évolution de trafic **ne génère pas de dysfonctionnement** par rapport au fonctionnement actuel de la zone.

Le projet n'a aucun impact sur le fonctionnement global du secteur.

Lexique

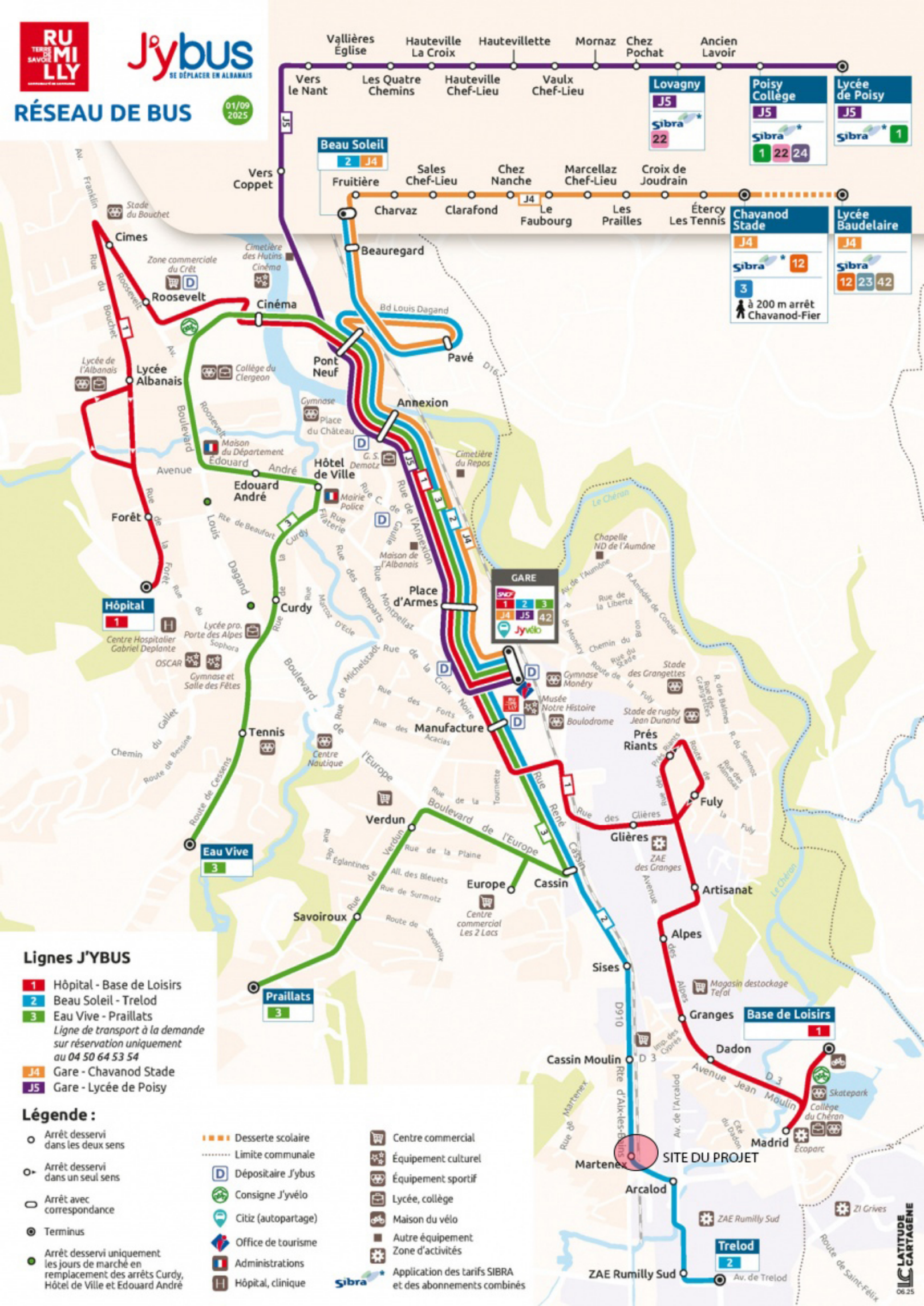
PL	Poids Lourds (comprenant tous les véhicules > 6m de long)
VL	Véhicule léger
TV	Tous véhicules, correspondant à la somme des VL+PL+2RM
TC	Transport en commun
UVP	Unité de Véhicule Particudlère où tous les flux sont rapportés à des véhicules légers par la formule 1PL = 2 VL, 1 2RM = 1/3 UVP
Capacité	Débit horaire moyen en limite de saturation d'une branche d'un carrefour
HPM	Heure de Pointe du Matin (s'exprime en véhicules/heure)
HPS	Heure de Pointe du Soir (s'exprime en véhicules/heure)
TMJA	Trafic Moyen Journalier Annuel (moyenne des 365 jours de comptages à partir d'une station de comptage permanente, ou moyenne sur 7 jours d'une semaine standard pour un comptage ponctuel)
Trafic induit	Trafic supplémentaire généré par un projet (équipement ou infrastructure)

RUMILLY TERRE DE SAVOIE

J'ybus SE DÉPLACER EN ALBANAIS

RÉSEAU DE BUS

01/09 2025



Lignes J'YBUS

- 1 Hôpital - Base de Loisirs
- 2 Beau Soleil - Trelod
- 3 Eau Vive - Praillats
  Ligne de transport à la demande sur réservation uniquement au 04 50 64 53 54
- J4 Gare - Chavanod Stade
- J5 Gare - Lycée de Poisy

Légende :

- Arrêt desservi dans les deux sens
- Arrêt desservi dans un seul sens
- Arrêt avec correspondance
- Terminus
- Arrêt desservi uniquement les jours de marché en remplacement des arrêts Curdy, Hôtel de Ville et Edouard André
- Desserte scolaire
- Limite communale
- Dépositaire J'ybus
- Consigne J'yvélo
- Citiz (autopartage)
- Office de tourisme
- Administrations
- Hôpital, clinique
- Centre commercial
- Équipement culturel
- Équipement sportif
- Lycée, collège
- Maison du vélo
- Autre équipement
- Zone d'activités
- Application des tarifs SIBRA et des abonnements combinés

LATITUDE CARTAGÈNE 06.25

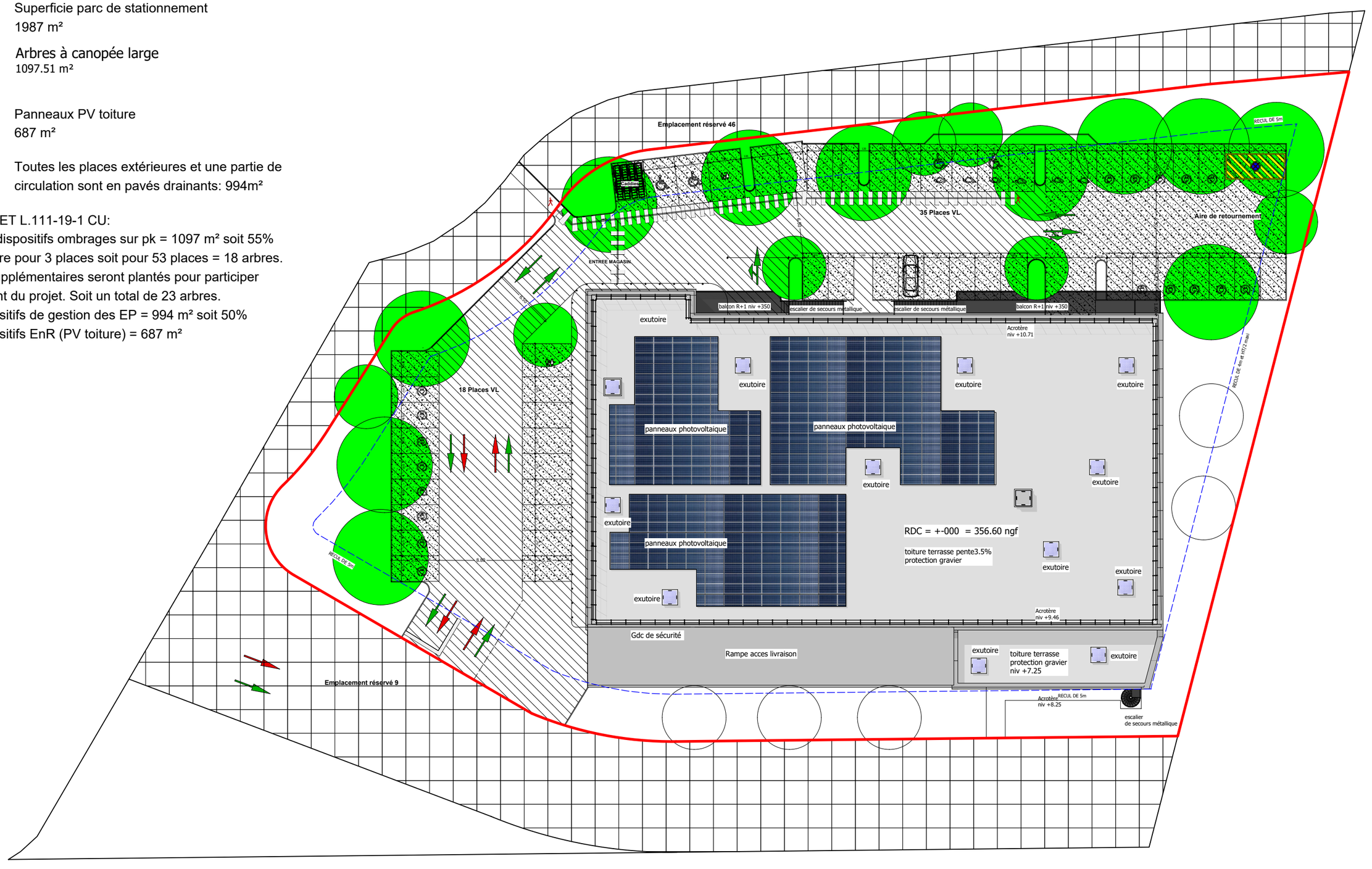
Superficie parc de stationnement
1987 m²

Arbres à canopée large
1097.51 m²

Panneaux PV toiture
687 m²

Toutes les places extérieures et une partie de circulation sont en pavés drainants: 994m²

LOI APER ET L.111-19-1 CU:
Total Surf dispositifs ombrages sur pk = 1097 m² soit 55%
==> 1 arbre pour 3 places soit pour 53 places = 18 arbres.
5 arbres supplémentaires seront plantés pour participer à l'agrément du projet. Soit un total de 23 arbres.
Total dispositifs de gestion des EP = 994 m² soit 50%
Total dispositifs EnR (PV toiture) = 687 m²



O S N E	**EURO-LOGEMENTS 42 AVENUE GANTIN 74150 RUMILLY**	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT COMMERCIAL ET D'UN PARC DE STATIONNEMENT ROUTE D'AIX LES BAINS ET RUE DE MADRID 74150 RUMILLY	ARCH²O ARCHITECTES		
		PLAN MASSE	ECHELLE	**1/400°**	**ANNEXE 17**
		DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS	DATE	16 JUILLET 2026	

Arch2o Architectes d.p.l.g.